

BURKINA FASO

MINISTRE DES FINANCES
ET DU PLAN

COMMISSION DES COMMUNAUTES
EUROPEENNES

DELEGATION DU BURKINA FASO

**DIAGNOSTIC DE SITUATION ET PROPOSITIONS
POUR LA MISE EN OEUVRE D'UN PROGRAMME
DE MICRO-REALISATIONS
DANS LA PROVINCE DE L'LOUDALAN**

VOLUME 1 : RAPPORT DE SYNTHESE

CIRAD/SAR
MONTPELLIER

Avril 1993



SAHELCONSULT

Société d'Ingénieurs - Conseils
B.P. 9266 — Tél. : 30-12-81
Fax (226) 30-01-14
OUAGADOUGOU

SOMMAIRE

	<u>Pages</u>
I. INTRODUCTION	4
1.1 CADRE DE L'ETUDE	4
1.2 METHODOLOGIE	5
1.3 DEROULEMENT	5
II. GENERALITES SUR LA PROVINCE	7
2.1 MILIEU PHYSIQUE	7
2.1.1. Situation géographique	7
2.1.2. Caractéristiques physiques	7
2.2. MILIEU HUMAIN	10
2.2.1. Population	10
2.2.2. La Question foncière traditionnelle	12
2.2.3. Cadre institutionnel	13
III. LES REALISATIONS ET LE MODE D'INTERVENTION	14
3.1 LES REALISATIONS	14
3.1.1 L'hydraulique	14
3.1.2 Les pâturages	19
3.1.3 La santé	20
3.1.4 L'approvisionnement	20
3.1.5 La production agricole	22
3.1.6 La communication	23
3.1.7 La formation	24
3.1.8 Le crédit	25
3.1.9 Les Eaux et forêts	26
3.2 LES MODES D'INTERVENTION	27
IV. DIAGNOSTIC SPECIFIQUE DU SECTEUR PRIMAIRE	29
4.1 UN MILIEU EN CRISE	29
4.1.1. Une situation globale relativement favorable	29
4.1.2. Une situation de crise	30
4.1.3. Des risques à moyen terme	31
4.2 MUTATIONS ET INNOVATIONS	32
4.2.1. Modification des modes d'exploitation	32
4.2.2. Dynamique des organisations paysannes	33

V.	ZONAGE	36
5.1	LES CRITÈRES DE ZONAGE	36
5.2	ZONE1	36
5.3	ZONE2	38
5.4	ZONE3	39
5.5	ZONE4	40
5.6	ZONE5	41
5.7	ZONE6	42
5.8	ZONE7	43
5.9	ZONE8	44
VI.	MICRO-REALISATIONS PROPOSEES	45
6.1	DISPONIBILITE D'UNE DEMARCHE D'APPROCHE DU MILIEU	45
6.2	PROPOSITIONS DE MICROREALISATIONS	46
6.2.1.	Micro-réalisations en matière d'hydraulique pastorale, agricole et domestique	46
6.2.2.	Micro-réalisations en matière de sécurisation et d'amélioration de la production laitière	47
6.2.3.	Micro-réalisations en matière de reconstitution des troupeaux	49
6.2.4.	Micro-réalisations en matière d'amélioration des ressources pastorales	50
6.2.5.	Micro-réalisations en matière d'améliorations des systèmes d'embouche	51
6.2.6.	Micro-réalisations et groupements féminins	52
6.3	LES ACTIONS SPECIFIQUES	53
VII.	CADRE INSTITUTIONNEL	56
7.1	REALISATION DES INFRASTRUCTURES	56
7.2	GESTION DU CREDIT	56
7.3	LE RÔLE DES SERVICES TECHNIQUES	57
7.4	L'UNION DES GROUPEMENTS VILLAGEOIS DE L'LOUDALAN	58
7.5	COORDINATION ET CADRE DE CONCERTATION	58
7.6	LES MESURES D'ACCOMPAGNEMENT	59
VIII.	CONCLUSION GENERALE	60

BIBLIOGRAPHIE

SIGLES - ABREVIATIONS

TABLEAUX

ANNEXES

CARTES

I. INTRODUCTION

1.1 CADRE DE L'ETUDE

Les différentes sécheresses, aux conséquences néfastes quant à l'évolution socio-économique des populations du Sahel burkinabè, ont donné éclosion à une série d'aides, diversément gérées. Ces subventions ont engendré un esprit "d'assistés permanents" au niveau des bénéficiaires, qui, il faut bien l'admettre ne font pas suffisamment d'effort pour une auto-promotion.

Cependant, la mise en place de groupements pré-coopératifs, coopératifs puis villageois, en association avec la notion de gestion des ressources naturelles, mène à penser qu'une plus grande responsabilisation de ces groupements est une des voies susceptibles d'inverser le courant. En effet toute aide, pour être opérationnelle et efficiente, doit répondre aux besoins exprimés par les populations et reposer sur un diagnostic fondé sur les réalisations socio-économiques du milieu.

"Le Programme de développement de l'élevage dans le Nord-Sahel", initié par le F.E.D s'est attaché à la mise à disposition du secteur élevage, d'infrastructures - (forages agropastoraux, boulis, parcs de vaccination...) - sans un diagnostic préalable précis des actions déjà menées en faveur de ce sous secteur.

Sans parler d'échec, il faut reconnaître que les résultats escomptés n'ont pas toujours été atteints pour des motifs divers : lourdeur administrative, flou du cadre institutionnel, non concertation permanente entre partenaires...etc.

Afin d'éviter ou de minimiser ces erreurs, le F.E.D., dans le cadre du programme de micro-réalisations, a confié au bureau d'études "SAHELCONSULT", l'étude d'"Identification de micro-réalisations dans la Province de l'Oudalan", dont les termes de référence figurent en annexe et qui reflètent l'esprit des micro-réalisations de Lomé III qui veut que...:

«Chaque projet émane d'une initiative des collectivités bénéficiaires» ;
«... que la participation de la collectivité concernée, - et éventuellement de l'Etat -, soit pleinement assurée» -

Faut-il le rappeler aussi, le cadre de l'étude est la nouvelle politique agricole du Burkina Faso qui s'est traduite par un Programme d'Ajustement Sectoriel Agricole (PASA) et une lettre de politique de Développement Agricole (LPDA) adoptée en Mai 1992.

Ces nouvelles orientations sont regroupées autour de grands thèmes qui intéressent la présente étude :

- l'intensification de la production et gestion des ressources naturelles avec, en particulier, la promotion des collectivités locales et une Réorganisation Agraire et Foncière (RAF) permettant de renforcer la sécurité foncière des producteurs ;
- la libéralisation du commerce et des prix, accompagnée d'une protection tarifaire pour les productions concurrencées par les importations ;
- la restructuration de l'environnement institutionnel. En particulier dans le secteur agriculture/élevage, l'Etat sera responsable des orientations pour les politiques de recherche, de vulgarisation et de conseil, d'organisation et de formations agricoles, du foncier et de gestion des ressources naturelles, des équipements d'infrastructure. En revanche, la plupart des autres interventions actuelles, en particulier dans le domaine de la production et de la commercialisation, sera transférée au profit des opérateurs privés, des structures professionnelles et des groupements de producteurs ;
- la promotion des formes décentralisées d'épargne et de crédit en collaboration avec les intermédiaires financiers.

Les subventions aux équipements et autres moyens de production se voient en conséquence limitées dans la meilleure des situations, à une analyse au cas le cas.

1.2 METHODOLOGIE

La méthodologie générale appliquée par l'équipe composée d'un spécialiste de l'élevage, d'un agro-économiste du CIRAD/SAR, d'un Ingénieur du génie rural et d'un pastoraliste pour mener à bien les travaux, a consisté en une approche globale et détaillée de la situation en vue d'établir un diagnostic aussi exhaustif que possible, enregistrer, sérier et dégager les besoins prioritaires des populations et enfin d'établir des fiches techniques concrétisant ces besoins.

Pour ce faire, une compilation bibliographique a tout d'abord permis le recueil d'informations tant au niveau de Ouagadougou, qu'à celui des services techniques de la Province.

Les autorités administratives et politiques ont été consultées afin de prendre en compte les préoccupations du plan global de développement de la Province.

Ensuite, les rencontres débats, sans préavis, ont été tenues dans plusieurs villages des 5 départements, tant avec les groupements organisés, qu'avec des individus. Parallèlement à ces entretiens, une fiche d'enquête a permis de saisir, à partir d'un échantillon, les acquis et les insuffisances des systèmes de développement proposés antan, et en cours dans les exploitations familiales. A ce niveau, le problème du crédit a été longuement traité et les mécanismes de son octroi analysés pour déceler le "pourquoi" des faibles taux de recouvrement enregistrés jusqu'à ce jour. Enfin la visite des infrastructures socio-économiques (notamment les marchés, les ouvrages hydrauliques et les banques de céréales) de la zone a permis de mesurer l'impact des micro-réalisations.

1.3 DEROULEMENT

La mission qui s'est étendue de Mars à Septembre (date de parution du rapport provisoire), s'est déroulée ainsi qu'il suit :

- avec l'arrivée le 17 Mars de l'agro-économiste du CIRAD-SAR, les contacts officiels et la recherche documentaire et bibliographique ont occupé l'équipe jusqu'au 23 mars. Elle s'est ensuite rendue le 24 Mars dans la zone d'étude avec pour objectifs de mener :

A Dori :

- des entretiens avec :
 - . le CRPA du Sahel
 - . la Direction Régionale du Plan et de la Coopération
 - . l'ONG ACORD

A Gorom-Gorom :

- Des contacts et entretiens avec :
 - . le préfet
 - . les chefs des Services Provinciaux de l'Agriculture (SPA) et de l'Elevage (SPE)
 - . le Programme Sahel Burkinabè, coordonnateur de tous les projets en cours ou à venir au niveau de la province. Le coordonnateur du PSB est en même temps Directeur Provincial du Plan et de la Coopération.
 - . l'Union des Groupements Villageois de l'Oudalan (UGVO), l'Union Provinciale des Groupements d'Eleveurs de l'Oudalan (UPGEO) ainsi que le Groupement des Eleveurs de Gorom-Gorom pour le recensement de tous les groupements affiliés.

. l'Organisation du Monde Rural (OMR) qui a fait le point sur tous les groupements, agréés ou non.

. les GV de Ménégu II pour un entretien débat avec tous les membres (hommes et femmes)

- une visite des infrastructures hydrauliques de Markoye, Tin Tarader, Oursi, Déou, Salmossi, Beiga, Gountouwala. Cette visite a été menée parallèlement à un contrôle de l'état des pâturages pour ensuite prendre fin par un entretien débat avec tous les GV de ces localités.

Le 9 avril l'agro-économiste et le chargé de l'élevage séjournent dans la zone pour compléter les interview avec les GV non visités lors de la première mission : Korizéna, Débéré, Saouga, Ménégu II, Yomboli-Timidawas.

La dernière semaine d'avril a vu la rédaction du rapport intermédiaire.

Après le départ de l'agro-économiste, l'équipe restante s'est rendue dans la zone le 17 juin, le 6 juillet puis le 10 juillet, afin d'approfondir les problèmes institutionnels (PSB). Le crédit en milieu rural a fait l'objet de contact avec l'équipe de Sahel Action à Ouahigouya.

Le 12 juillet, l'équipe a visité les infrastructures d'embouche bovine à Pouytenga afin de proposer un modèle peu coûteux, mais solide.

Enfin, après discussion du rapport provisoire, un complément d'informations sur les ONG a été recueilli sur place en Février 1993.

II - GENERALITES SUR LA PROVINCE

2.1 MILIEU PHYSIQUE

2.1.1. Situation géographique

La province de l'Oudalan, dont le chef lieu est Gorom-gorom est limitée par :

- le Mali au Nord
- les provinces du Séno et du Soum au Sud
- la province du Soum à l'Ouest
- le Niger à l'Est.

Elle est comprise entre 14°10' et 15°05' de latitude Nord et entre 1°03' de longitude Ouest et 0°13' de longitude Est.

Sa superficie est de 9 744 km² et est composée de 5 départements comptant 141 villages qui se répartissent comme suit :

- Gorom-Gorom	75 villages
- Oursi	16 "
- Déou	13 "
- Tin Akoff	13 "
- Markoye	24 "

2.1.2. Caractéristiques physiques

2.1.2.1. Climatologie

Le climat est de type sahélien caractérisé par une longue saison sèche de Septembre à Juin et une courte saison des pluies de mi-Juin à mi-Septembre.

a) Pluviométrie

Tableau 1.1 - Pluviométrie des 5 dernières années

Années	1987		1988		1989		1990		1991	
	H	J	H	J	H	J	H	J	H	J
Déou	248,4	29	321	29	448,5	33	246,9	21	523,5	32
Gorom-Gorom	184,2	22	323	28	477,9	35	344,8	28	599,5	28
Korizena	163,1	30	390,4	27	451,4	32	378	30	570,5	36
Markoye	201,1	26	247,9	30	416,7	38	330	27	474,9	27
Ménengou II	-	-	-	-	462,2	29	400,5	26	-	-
Oursi	187,2	23	385,7	32	409,9	29	303	21	388,9	24
Saouga	146,3	19	435,4	27	459,7	36	326	25	544	28
Bossey	-	-	-	-	417,9	27	-	-	-	-
Salmossi	-	-	-	-	474,2	25	287,1	20	-	-
Tin Akoff	242,5	14	315,3	16	319,2	28	305,8	19	367,8	25
Tassamakot	210-	18	339,6	23	709,5	23	371,7	23	600,8	33

Source : (Système d'alerte précoce) Dori.

H = hauteur de pluie

J = nombre de jours de pluie

Les variations interannuelles sont importantes et comme constaté en 1992, commandent les mouvements du bétail dans l'espace : l'abondance des pâturages et certaines mares étant semi-permanentes, les déplacements sont de faibles amplitudes.

b) Températures

Les températures extérieures et sous-abri relevées au niveau des stations, sont :

- saison sèche froide : 20°C - 14°C
- saison sèche chaude : 45°C - 35°C
- Saison pluvieuse : 30°C - 20°C

Quant aux variations entre les températures diurnes et nocturnes elles sont très importantes.

2.1.2.2. Relief

L'Oudalan est une pénéplaine inclinée Nord-Est et entrecoupée de collines et buttes témoins. La morphologie du relief est caractéristique de la nature des roches composantes. On rencontre des dômes individualisés granitiques, des masses ruiniformes (Déou) et des tables et collines accidentées à schistes dans la région de Gorom-Gorom et Saouga. Les altitudes vont de 250 à 350 m, le point culminant restant la colline de Tin-Ediar (498 m). Le point le plus bas est Tin-Akoff sur le Béli (238 m). Les éléments caractéristiques du relief sont :

- cordons dunaires orientés Est-Ouest
- regs monotones dans lesquels les lits des marigots sont parallèles aux dunes (Saouga).

2.1.2.3. Les sols

De nature diversifiée, la plupart des sols sont un mauvais support pour la végétation. Leur caractéristique principale reste leur faible perméabilité.

- Les dunes en ergs : couvrent 30 % de la province et se décomposent en :
 - ergs anciens : perméables et riches, domaine de la culture intensive du mil, et font partie des meilleurs pâturages ;
 - les ergs récents : sableux, moins riches, grands supports des pâturages de toutes saisons.
- les regs : couvrent 60 % de la superficie totale. Texture argilo-sableuse ou latéritique. Impropres à l'agriculture et restent le domaine principal de l'élevage.
- Les bas-fonds : sols lourds à inondation temporaire, zones de pâturages précoces à préserver.

2.1.2.4. Les ressources en eau

a) Eaux de surface

La province de l'Oudalan est drainée par des cours d'eau temporaires tous tributaires du fleuve Niger. Les plus importants sont : le Gorouol, le Béli (affluent du Gorouol) et le Féléol (sous affluent du Gorouol). Ces cours d'eau, définissent en territoire Burkinabè deux groupes de bassins versants d'orientation sensiblement :

- Sud-Ouest pour les cours d'eau, affluents du Béli
- Ouest-Est pour les autres cours d'eau.

Ils ont un écoulement très variable dans le temps avec une longue période d'assèchement (Octobre à Mai) et une période de remontée des eaux avec des crues souvent importantes. Ils sont matérialisés en saison sèche par une série de mares plus ou moins pérennes qui se forment, pour la plupart, à la faveur des cordons dunaires qui jouent le rôle de véritable "barrage" à travers leur lit. On en dénombre 45 dans la province dont les plus importantes sont : Oursi, Darkoye, Tin Akoff et Yomboli (mares plus ou moins pérennes).

Avec la baisse de la pluviosité enregistrée depuis près de 3 décennies, l'on assiste à un tarissement précoce de bon nombre de mares, provoquant ainsi une pénurie d'eau pendant une longue période de l'année. L'ambition des uns et des autres de résoudre ce problème de pénurie d'eau a occasionné, ces dernières années, la création des boulis et la multiplication des barrages et retenues d'eau. On compte, dans la province une quarantaine de boulis et une dizaine de retenues d'eau dont la plupart est hors d'état de fonctionnement, faute d'entretien, défaut de construction et/ou de conception.

b) Eaux souterraines

On distingue, dans la province trois principales sources d'eau souterraine :

- les nappes alluviales et d'arènes : situées le long des marigots et mares, ces nappes sont alimentées chaque année, directement par l'infiltration des eaux de pluie. Ces eaux sont captées par des puisards de 2 à 10 m de profondeur (cas des nappes alluviales) et des puits modernes de 15 à 30 m de profondeur (cas des nappes d'arènes). Il est à noter l'existence des nappes phréatiques liées aux formations dunaires, dont les eaux réalimentent les mares plus ou moins pérennes: cas de la mare de Bidi ;

- les nappes de fissures et de fractures : les zones favorables à ces nappes sont celles dont les terrains ont été fortement chahutés (migmatites, gneiss) et parcourus par les filons et filonets, exception faite des formations tradi-tectoniques récentes. Leur localisation et le captage de leurs eaux nécessitent l'utilisation des technologies modernes qui sont très coûteuses et ne sont donc pas à la portée de la population ;

-les nappes des formations sédimentaires : ces formations occupent toute la partie Nord-Ouest de la province. D'origine détritique et chimique, elles sont poreuses lorsqu'elles sont non consolidées ou altérées. Certaines de ces formations (calcaire et dolomie) développent une perméabilité en grand favorable à l'accumulation de l'eau (cas de la nappe captée par le forage Christine : 95 m³/h).

L'inventaire des différents ouvrages de captage exécutés dans la province, montre que certaines nappes d'accès facile (nappes alluviales et d'arène) sont surexploitées tandis que d'autres, plus profondes (nappes de fissure et des formations sédimentaires) le sont moins compte tenu de la nécessité d'utiliser des technologies coûteuses tant pour leur localisation (implantation par photo-interprétation seule ou avec complément géophysique) que pour leur captage (forage). Malheureusement, pour l'heure, il n'y a rien à l'horizon qui puisse faire changer le cours des choses pour établir l'équilibre. Autrement dit, les nappes déjà surexploitées continueront à l'être et pire si la sécheresse perdure, elles s'assècheront d'année en année car les apports ne compensent plus les prélèvements de toutes sortes. Le problème de manque d'eau que connaît déjà la province se trouve ainsi aggravé.

2.2 LE MILIEU HUMAIN

2.2.1 Population

La population de la province de l'Oudalan, évaluée en 1985 est de 117.587 habitants soit 0,02 % de la population nationale.

La densité moyenne est de 12 habitants au km².

Le taux de croissance annuel est estimé à 2,6 %. La population de la province dépasserait 140.000 habitants en 1995 pour atteindre environ le chiffre de 160.000 en l'an 2 000.

Dans le sud de la province, la densité est plus forte, 15 hbt/km² ce qui a pour conséquence une très forte occupation des sols, notamment les bas-fonds, premiers pâturages de la saison pluvieuse.

Hormis les agglomérations de Gorom-Gorom, Déou et Markoye, la population, essentiellement rurale et dont l'activité principale reste l'élevage, se répartit ainsi qu'il suit :

Tableau 1.2 : répartition de la population par département en 1985

Départements	Nbre de villages	Population		Total
		H	F	
Gorom-Gorom	75	30.415	31.752	62.167
Déou	13	7.284	7.216	14.500
Markoye	24	10.939	11.358	22.297
Tin AKoff	13	4.709	5.147	9.856
Oursi	16	4.404	4.363	8.767
Totaux	141	57.751	59.836	117.587

Source : DRPC - Dori

Quant au peuplement, il faut noter que l'Oudalan est le domaine des ethnies pratiquant l'élevage comme activité principale : les Kel Tamachek (Touaregs, et Bellas), les Peulh (Gaobé, Djelgobé, Rimaïbé).

Les premiers habitants, les Sonhraï sont sédentaires et s'adonnent à l'agriculture sans pour autant négliger l'élevage.

L'importance relative des groupes humains selon Langlois (1) est la suivante :

Kel Tamachek	:	52,7 %
Peulh	:	28,7 %
Mallobé - sonhraï	:	18,6 %
et autres		

A ces ethnies s'ajoutent des Haoussas, Mossi, Dogon d'arrivée récente.

Les sites d'orpaillage dont l'ouverture date de 1981-82 abriteront d'autres ethnies venues de très loin : Ghana, Togo, etc.

2.2.2 La question foncière traditionnelle

En milieu pastoral, la question foncière traditionnelle a une grande importance du fait même du mode d'exploitation du capital sol : le pastoralisme pur qui a pour caractéristique principale la mobilité des troupeaux obéissant ainsi à la notion d'espace infini.

(1) : Langlois : un espace sahélien : la mare d'Oursi

Cette mobilité empêche en conséquence tout droit stable sur un espace donné. Cependant, dans la province de l'Oudalan et plus particulièrement dans la région d'Oursi Langlois déjà cité, écrit :

" Le mode d'utilisation des terres repose sur un consensus coutumier ancien de séparation entre zone de cultures et pâturages : mise en culture exclusive des dunes de l'erg ancien et des piémonts, mise en réserve pastorale des zones non cultivées. La fixation des terroirs qui en a résulté (parfois d'une façon assez rigoureuse dans les villages comme Oursi où le chef est aussi le garant de l'utilisation communautaire des terres) n'a cependant pas empêché une certaine souplesse d'utilisation des terres, et des comportements moins orthodoxes. La pratique de la jachère, aujourd'hui presque disparue, sera difficilement opposable à une demande de remise en culture de la part d'une tierce personne par exemple.

La facilité de stabulation-fumure et de pâturage des résidus de culture est directement liée à l'occupation physique des champs : résidence sur l'aire de culture, particulièrement par les Gaobé et les Kel Tamachek. Elle ne peut s'exercer par des tiers que par le biais de "contrats" entre groupes différents dans la mesure où l'appropriation des chaumes de mil n'existe pas. La gestion de l'espace pastoral en tant que délimitation et allocation des pâturages reposait sur des principes traditionnellement admis, confirmés ensuite par l'autorité politique régionale (chef de canton touareg) : les ressources fourragères exploitables à partir d'un point d'eau permanent sont réservées aux troupeaux des premiers habitants établis près de ces points d'eau et les nouveaux venus ne peuvent s'installer et faire paître sans autorisation."

Les sédentaires ayant comme activité l'agriculture, la notion de propriété existe mais reste diffuse dans la mesure où les aléas climatiques obligent à des défriches nouvelles sans qu'il y ait un consensus de la société.

Pour les pasteurs, la question de propriété ne se pose pas en tant que telle, mais plutôt la notion d'une exploitation tout en préservant les ressources disponibles. Personne n'a besoin d'une permission pour s'installer là où la vie peut être facile pour tous : présence d'eau, de pâturage et à la limite un champ pour avoir un peu de céréales.

2.2.3 Cadre institutionnel

a) Structures administratives

Elles correspondent à celles en vigueur au niveau du Burkina Faso, à savoir :

- Haut-Commissaire
- Secrétaire Général
- Préfets départementaux
- Délégué du village

Le Haut-Commissaire est le représentant politique du pouvoir central alors que le Secrétaire Général est le "technicien" qui centralise toutes les données et actes de la province.

Les Préfets quant à eux administrent les départements en tant que représentants du Haut-Commissaire auquel des comptes rendus sont faits périodiquement.

b) Structures d'encadrement de l'Etat

Elles regroupent tous les services techniques concourant au développement économique et social de la province. Ce sont les représentants des services centraux au niveau de la province et qui doivent mettre à exécution les plans d'action du Gouvernement au travers d'un plan global national de développement, au travers des ministères responsables.

- Agriculture - Elevage
- Environnement - Tourisme
- Eau
- Enseignement de Base et Alphabétisation des Masses
- Santé - Action Sociale, etc.

La caractéristique générale de ces services est l'insuffisance des ressources tant humaines que financières qui limitent leur intervention sans apport extérieur.

c) Les projets

La province de l'Oudalan est couverte par :

- le projet "Mare d'Oursi" financé par la FAO ;
- le projet Agro-Ecologie (PAE) intégré dans le CRPA du Sahel et financé par l'Allemagne à travers la GTZ ;
- le Programme Sahel Burkinabé (PSB) cofinancé principalement par l'Allemagne, les Pays-Bas et l'UNSO (Nations Unies). A ceux-là, il faut ajouter le Canada, le Programme Alimentaire Mondial (PAM) pour les vivres et le FENU (Fonds d'Equipement des Nations Unies);
- le Projet Elevage-Markoye financé par le FED (Fonds Européen de Développement). Le projet a déjà pris fin en 1990.

Le volume 3 (annexe) de l'étude donne des informations détaillées sur ces différents projets.

d) Les organisations non gouvernementales (ONG)

Environ une dizaine d'ONG interviennent dans la province et ce dans divers domaines suivant les vocations des initiateurs : agriculture, élevage, eau, forêts, santé, éducation, etc. La liste de ces ONG, leurs domaine d'intervention, aire géographique et source de financement figurent en annexe volume 3).

Elles sont un appui important (finance, personnel), pour pratiquement tous les services qui sont en général dépourvus de moyens d'intervention efficaces.

e) Les organisations paysannes

Pour que les thèmes techniques porteurs de progrès "passent" facilement, le regroupement des producteurs s'est avéré nécessaire afin de toucher le plus grand nombre possible. Ces groupements se font suivant les intérêts des producteurs concernés : agriculteurs, éleveurs, femmes, artisans.

Leur création se situe dans la décennie 70, période pendant laquelle les méthodes de vulgarisation jusque là appliquées se sont révélées inefficaces (cf liste en annexe).

III. LES REALISATIONS ET MODE D'INTERVENTION

La province de l'Oudalan comme les deux autres du Sahel (Séno et Soum) avait fait l'objet de peu de préoccupation jusqu'au début des années 70, hormis l'expérience du ranch de Markoye.

La cause résidait alors dans un relatif équilibre entre l'homme, l'animal et les ressources, équilibre vite remis en cause avec la sécheresse dont l'apogée en 1973-74 sonna le glas.

A cette période, un élan de solidarité nationale et internationale a conduit à intervenir pour soulager les misères des sahéliens affamés.

Le "top départ" a été donné par le Centre International pour le Développement et la Recherche (CIDR) et l'Union Fraternelle des Croyants (UFC).

Depuis lors, une bonne dizaine d'autres ONG interviennent dans la province dans des domaines aussi divers, au nombre desquels l'élevage, l'artisanat, l'éducation, la santé, l'eau et l'agriculture.

3.1 LES REALISATIONS

3.1.1 Hydraulique

a) Généralités

Depuis 2 décennies, le Sahel enregistre une baisse de la pluviométrie caractérisée par :

- la faible quantité d'eau recueillie année après année
- l'installation tardive des pluies suivi de leur arrêt précoce
- la baisse du nombre de jours de pluie
- la forte évaporation

Ce processus négatif a pour conséquences :

- la baisse du niveau des nappes phréatiques, comme l'atteste le tarissement de plusieurs puits et forages ;
- l'assèchement précoce des points d'eau de surface

La résultante en est la difficulté d'abreuvement des animaux et de couverture des besoins humains ainsi que la disparition progressive du couvert végétal.

C'est à la faveur de cette situation de sécheresse chronique que les ONG, l'Etat et toutes les autres bonnes volontés intéressés par le problème de l'eau ont fait de gros efforts pour une satisfaction minimale des besoins en eau des populations sahéliennes.

Les divers intervenants sont :

- L'Office National des Barrages et des Aménagements Hydro-Agricoles (ONBAH)
- Le Fonds de l'Eau et de l'Equipement Rural (FEER)
- Le Centre Régional de Promotion Agro-Pastorale (CRPA)
- Les Services de l'Essor Familial
- Le projet Elevage - Markoye
- Le projet Italien (ITALGAS)
- Le Programme Sahel Burkinabè (PSB)

A ces services de l'Etat et projets, s'ajoutent des ONG (Organisations Non Gouvernementales) comme :

- L'Union Fraternelle des Croyants (UFC)
- Euro Action Accord (EAA)
- Save the Children Found (SCF)
- La Mission Catholique, etc.

Les programmes des différents intervenants touchent aussi bien l'hydraulique humaine que l'hydraulique agricole et pastorale.

L'inventaire des ouvrages de captage des eaux souterraines exécutés dans la province, révèle que de nombreux puits et forages ont été réalisés récemment. Cependant, la nature et le type indiquent une évolution liée aux conditions hydrogéologiques du terrain (A. TAHO - 1985) :

- Avant 1976, l'accent était mis sur les puits à grand diamètre ce qui permet de diminuer les coûts avec l'investissement humain et l'application de techniques simples de fonçage.

Cette période correspond à l'époque où l'eau était disponible dans les nappes phréatiques.

- Après 1976, on constate un développement des programmes de forages au détriment des puits, compte tenu de la baisse de la nappe phréatique et surtout de l'évolution des connaissances en matière d'hydrogéologie, axées sur l'investigation plus poussée des tranches fissurées et des fractures des socles. Le dernier programme en cours d'exécution est celui d'hydraulique villageoise dans le Sahel Burkinabè (financé par la Caisse Française de Développement ex CCE) qui prévoit l'exécution de 400 forages productifs dont environ 160 pour l'Oudalan (cf liste des villages bénéficiaires en annexe volume 3).

Quant aux eaux de surface, principale source d'alimentation en eau du bétail, elles sont mobilisées, en dehors des cuvettes naturelles, par des boulis et des barrages dans le but, soit de favoriser une meilleure utilisation des pâturages, soit d'abreuver les animaux le long des axes de transhumance.

Au niveau de la province, on rencontre deux types de boulis :

- les boulis type traditionnel non protégés par une digue contre les apports solides d'origine hydrique et éolienne. Creusés soit directement dans le lit mineur des cours d'eau ou des mares non pérennes, soit en dérivation, ils sont alimentés par ruissellement direct dans la cuvette, ou par l'intermédiaire d'un chenal d'amenée.

Le problème majeur que connaissent ces boulis est celui des mares en général. Il s'agit de l'ensablement des cuvettes qui diminue chaque année leur capacité de stockage, réduisant ainsi d'année en année, le nombre réel de points d'eau utilisables. Ils demandent donc à être curés de temps en temps (tous les 4 à 5 ans) afin de maintenir sinon d'augmenter leur capacité de stockage et d'étendre leur période d'utilisation potentielle.

- Les boulis type moderne protégés par une digue contre les apports solides. Creusés en dérivation du lit mineur des cours d'eau ou des nappes, ils sont alimentés par déversement dans des puisards en béton qui communiquent avec la cuvette. En principe, les eaux stockées devraient être prélevées à partir des mêmes puisards de remplissage soit pour abreuver le bétail (certains sont équipés d'abreuvoirs), soit pour l'utilisation humaine. Mais en réalité, les utilisateurs (bétail comme population) puisent l'eau directement dans la cuvette en escaladant la digue. Cette pratique expose la digue à une rapide destruction surtout par piétinement par les troupeaux, ce qui entraînera le bouchage de la cuvette et partant son système d'alimentation en eau. Une clôture grillagée serait une solution pour interdire l'accès direct à la cuvette mais difficilement réalisable en pratique là où il n'existe aucun comité dynamique de gestion des points d'eau.

Environ 36 boulis ont été réalisés à nos jours dont 2 de type moderne et 34 de type traditionnel.

On rencontre également dans la province deux types de barrage : les barrages réalisés en terre avec déversoir en gabions dont l'étanchéité est assurée par un mur en béton d'environ 50 cm d'épaisseur. On en dénombre 6 dans la province, dont 3 en enrochement et 3 en terre.

Aucun dégât majeur n'a été constaté lors des visites de terrain sur les barrages en enrochement, par contre, sur ceux en terre, seul celui de Ménéguou II joue pleinement son rôle, les autres étant hors d'état de fonctionnement normal.

Le problème de ces barrages en terre est essentiellement de 2 ordres :

- Difficulté de trouver du matériau argileux pour le corps de la digue. La terre utilisée est généralement sableuse et si elle n'est pas protégée par un matériau étanche genre bidim ou perré maçonné, à chaque crue, le courant emporte les éléments fins pour ne laisser à la longue que les gabions. La digue ne pouvant plus retenir de l'eau devient alors une digue filtrante.

- La hauteur excessive des ouvrages. Compte tenu de la nature sableuse des sols qui constituent les berges, plus la charge d'eau est importante, plus le renard au niveau des berges est à craindre, à moins d'ancrer l'ouvrage très en profondeur dans les berges (dans le sens longitudinal de la digue). Au niveau de la province, une charge d'eau de 2,00 m peut être raisonnablement considérée comme charge maximale à ne pas dépasser.

b) La situation d'ensemble

La situation provinciale en 1992 des points d'eau de surface tant artificiels que naturels est donnée par le tableau 3.1 ci-après. Les informations détaillées (localisation, caractéristiques, etc) figurent dans le volume 3 (annexes).

Les données des tableaux de ce volume de l'étude indiquent que sur environ 6 barrages, 36 boulis et 45 mares que compte la province, seules 2 mares sont pérennes (mares d'Oursi et de Tin Akoff) et 2 autres conservent l'eau jusqu'à la saison des pluies en année de bonne pluviométrie (mares de Darkoye et de Kabia) et que, de tous ces points d'eau, 70% subsistent jusqu'en Décembre, 50 % jusqu'en Février et seulement 10% jusqu'en Avril-Mai. C'est donc pendant la période chaude où le bétail a plus besoin d'eau pour survivre que les points d'eau s'assèchent en masse, l'obligeant à se concentrer autour de quelques rares mares pérennes, entraînant ainsi le surpâturage des zones situées à proximité, d'où la perturbation du fragile équilibre de l'écosystème.

L'on note, par ailleurs, une mauvaise répartition spatiale de ceux-ci. En effet, dans la zone située entre les points d'eau abondants et quasi-permanents du Sud et du Béli au Nord, il n'existe aucun point d'eau permanent. Les parcours y sont donc exploités en hivernage et ce jusqu'en octobre (jusqu'en Mars autour de Féririlio) et sont ensuite abandonnés faute de points d'abreuvement. Il en est de même dans la zone située au Sud de Markoye et au Nord-Ouest des mares du Gorouol.

Il est à noter aussi l'important rôle que jouent en saison sèche les puits et les puisards dans les systèmes pastoraux sédentaire et semi-sédentaire.

En effet, il n'est pas rare de voir les cuvettes des mares non pérennes, criblées de puisards de profondeur dépassant rarement 5 à 6m.

Tableau 3.1 : Inventaire des points d'eau existants

Zones	Forages	Puits busés	Barrages	Mares	Boulis
Z1	8		0	10	0
Z2	19		2	10	0
Z3	19		1	9	1
Z4	3		0	0	0
Z5	17		0	3	4
Z6	49		0	5	19
Z7	17		2	4	3
Z8	37		1	4	9
Total	169(1)	150(1)	6	45	36

(1) Ces chiffres sont certainement sous-estimés, car en 1985 il y a avait déjà 140 puits et le projet bilan d'eau en 1990 dénombrait 285 forages dans la province. A cela viennent s'ajouter environ 160 forages du programme d'hydraulique villageoise (financé par la Caisse Française de Développement) en cours d'exécution.

Les besoins en eau du cheptel (environ 103.000 bovins et 317.000 petits ruminants) de la province estimés à environ 4670 m³/j soit 1.121.000 m³⁽¹⁾ pour 8 mois de période sèche (de Novembre à Juin) sont donc loin d'être satisfaits de manière continue pendant toute la période. Des efforts doivent être encore fournis en vue d'améliorer les conditions d'abreuvement du bétail en mettant à sa disposition de l'eau en quantité suffisante aussi bien dans l'espace que dans le temps. Cependant, la disponibilité de l'eau ne devra pas être un facteur de désertification. En effet, toute abondance incontrôlée de la ressource eau et qui serait en déséquilibre avec les disponibilités fourragères est un facteur de destruction de l'écosystème (exemple : catastrophe écologique et perte du cheptel lors de l'ouverture du forage Christine en 1973) (A.TAHO, 1985). Un accent particulier doit donc être mis sur le contrôle et la gestion de ces 2 ressources (eau-pâturage), ce qui suppose au niveau du pâturage le respect des charges pastorales et par conséquent une nouvelle forme d'exploitation du cheptel, notamment la diminution des charges par le déstockage des animaux improductifs.

⁽¹⁾ Un UBT = 0,7 bovin = 0,1 petit ruminant. Est considéré ici un besoin de 45 l/j/UBT.

3.1.2 Les pâturages

Ce domaine est difficile à cerner par les producteurs, car il est impensable de cultiver de l'herbe quand les céréales font défaut. Aussi, les essais de cultures fourragères, aux résultats techniques médiocres, ont-ils échoué en milieu pastoral.

Les mises en "défens" connaissent un sort semblable car soustraire une partie du terroir aux fins de régénération n'est pas compris totalement. La parcelle mise en défens, -sous clôture-, en est la parfaite illustration. Cela est une forme d'appropriation pour l'éleveur pour qui l'espace est infini.

Cependant, le ramassage et le stockage des résidus de récolte et du foin de brousse est le message qui a eu le plus d'impact : maintenir la production laitière pendant la saison de soudure.

Quant aux travaux de régénération des parcours, entrepris tant au niveau de la station de Markoye que par le CIDR à Gorom-Gorom et la FAO à Oursi, ils sont d'un coût si élevé (tracteurs, bulldozer...) que leur extension n'est pas envisageable avant longtemps.

3.1.3 La santé

Le domaine, très sensible, est malheureusement resté le parent pauvre dans les opérations de développement.

"L'Oudalan est l'une des provinces qui a la plus faible couverture sanitaire" (Plan de Développement Quinquennal de l'Oudalan - 1991 - 1995).

La province compte 2 médecins⁽¹⁾ pour 121.224 habitants, un centre médical, 6 CSPS, 7 dépôts pharmaceutiques, 1 pharmacien.

Le bilan global est :

- 1 Centre Médical pour 121.224 habitants
- 1 Centre de Santé et de Promotion Sociale pour 20.287 habitants
- 1 Dispensaire pour 17.389 habitants
- 1 lit pour 1.383 habitants
- 1 infirmier pour 7.608 habitants

⁽¹⁾ Le ratio au niveau national en 1990 est de 1 médecin pour 38.600 habitants contre 10.000 norme OMS.

3.1.4 L'approvisionnementa) Les céréales

La province de l'Oudalan du point de vue céréalier est structurellement déficitaire.

Tableau 3.2 : Bilan céréalier

Année	Besoins (t)	Taux de couverture des besoins	Déficit
1985 - 1986	20.708	58,8	8.530
1986 - 1987	21.288	56,6	9.236
1987 - 1988	21.884	31,8	14.915
1988 - 1989	22.497	72.4	6.208
1989 - 1990	23.127	74	6.007

Source SPA

Ce déficit permanent conduit inmanquablement aux disettes. Pour y faire face, la principale union de groupements, l'UGVO, intervient de façon efficace mais pas suffisante.

L'OFNACER, intervient aussi, mais les capacités de stockage restent modestes face aux besoins. Actuellement, 4 points de vente assurent la desserte des villages ou campements proches.

- Gorom-Gorom : 2.000 t pour les magasins et 1.000 t pour les silos
- Markoye : 300 t
- Déou : 250 t
- Tin Akoff : 150 t

L'OFNACER et l'UGVO, avec des capacités respectives de 3.700 t et 1.000 t ne peuvent pas combler les déficits. L'intervention du commerce privé étant par ailleurs marginale. Le problème des céréales, notamment du mil, reste en conséquence crucial au Sahel. Le lait et les céréales constituent la nourriture de base et une relation étroite existe entre ces 2 denrées. En effet, quand la production du lait augmente, la consommation des céréales diminue et inversement. L'augmentation de la production laitière étant maîtrisable techniquement, une action d'envergure devra donc être menée dans ce sens pour atténuer un temps soit peu le déficit céréalier régulièrement enregistré.

b) Les sous-produits agro-industriels (SPAI)

Il s'agit de complément telle que la graine de coton, mais qui n'est utilisée qu'en cas de disette. La notion d'amélioration des productions animales par de tels produits n'est pas encore bien perçue, car la complémentation et la supplémentation sont différentes : on complémente quand l'animal n'a plus faim, mais de quelques nutriments comme l'azote. On supplémente quand l'animal a faim. Après l'avoir supplémenté, on le complémente. Cependant si l'engrangement des foin s'améliorait et se généralisait, cette notion sera perceptible.

Les quantités de SPAI distribuées sont faibles eu égard aux besoins. Le goulot d'étranglement reste le circuit ONAVET-CRPA-Unions-GV. Il y a lieu ici d'autoriser les GV à se ravitailler au niveau des usines. Cela les responsabilisera, leur coûtera moins cher et les besoins seront satisfaits à temps.

Le Service Provincial de l'Elevage de l'Oudalan a enregistré les quantités ci-dessous de sous-produits agro-industriels, les deux dernières campagnes :

Campagne 90/91

- graines de coton : 390 t
- son de blé : 30 t
- aliment bétail : 35 t
- tourteau de coton: 95 t
- pierres à lécher : 100 (pierres de 2 kg)

Campagne 91/92

- graines de coton : 90 t
- aliment bétail : 35 t
- pierres à lécher : 440 kg

3.1.5 - La production agricole

D'après le Service Provincial de l'Agriculture, les 2/3 de la population s'adonnent à l'agriculture, bien que les espoirs de récolte soient aléatoires (climat, sols).

D'après la même source, la répartition des sols disponibles entre les deux principales activités agricoles se présente comme suit :

Superficie disponible ha		Superficie cultivée ha	
A.H	C.S	A.H	C.S
970	239.077	48* (5 %)	78.076 (33%)

A.H = aménagement hydroagricole

C.S = cultures sèches

* = uniquement les jardins encadrés

Rappelons que la plupart des superficies utilisables (193.500 ha) sont pauvres et même en année de pluviométrie normale, les rendements sont de l'ordre de 300 kg/ha en mil, céréale principale cultivée. La production agricole a évolué de 1985-1986 à 1989-1990 comme suit :

Tableau 3.3 : Evolution des productions agricoles de 1985-1990

Campagne	Mil			Sorgho			Niébé			TOTAUX	
	S*	R*	P*	S	R	P	S	R	P	Production	Superficie
	(ha)	(kg)	(t)	(ha)	(kg)	(t)	(ha)	(kg)	(t)	(t)	
85 - 86	22.171	350	7.759	7.370	600	4.482	1.600	90	144	12.385	31.141
86 - 87	37.649	300	11.295	2.524	300	757	1.913	100	191	12.243	42.086
87 - 88	39.720	143	5.680	2.159	597	1.289	-	-	-	6.969	41.879
88 - 89	32.667	450	14.700	3.872	410	1.589	1.291	250	323	16.612	36.539
89 - 90	75.048	219	16.439	3.020	225	681	-	-	-	17.120	78.076

Source : CRPA du Sahel

S = Surface ; R = Rendement ; P = Production

ce qui est remarquable dans ce tableau, c'est qu'entre 1985 et 1990, les superficies ont plus que doublé pendant que le déficit passe de 8.530 à 6.007 tonnes, les rendements ayant notamment chuté.

Pour parer à cet état de fait un accent a été mis sur la confection des diguettes anti-érosives pour améliorer l'alimentation hydrique des plantes. De 1980 à 1990, 2.002 ha ont été aménagés par le Programme Agro-Ecologie.

3.1.6 La communication

- Routes

Longtemps délaissée, la province a bénéficié ces dernières années de quelques réalisations, encore que beaucoup reste à faire. Le réseau se présente comme suit :

Dori - Gorom-Gorom (57 km) : très bon état

Gorom - Markoye (45 km) : bon état entre Salmossi et Markoye (15 km) et difficilement praticable en saison des pluies entre Gorom et Salmossi (30 km)

Gorom - Oursi (40 km) : état défectueux mais financement acquis (GTZ/PSB) pour la réfection)

Le reste ne peut être appelé que "piste" car impraticable une bonne partie de l'année.

Il existe une piste d'atterrissage fonctionnelle qui ne sert cependant que rarement.

En conclusion et là nous citons le PQD 1991 - 1995 : "Le secteur transport est sérieusement handicapé par le mauvais état des pistes intra-provinciales, l'absence de garage et de pièces détachées. Quelques fois en saison pluvieuse, l'enclavement est presque total. Les routes étant totalement coupées, il ne reste plus que la voie aérienne".

- Communication

L'Office National des Télécommunications (ONATEL) est présent dans la province. Un gros effort devrait être fait dans ce domaine dans la mesure où les pistes sont mauvaises et la demande en téléphone forte.

Quant à l'Office National des Postes (ONP), il s'agit d'un petit bureau qui assure les services courants : courriers, mandats.

3.1.7 La formation

Domaine faiblement desservi, puisque le taux de scolarisation de la province reste très faible. En effet, selon les statistiques du Ministère de l'Enseignement de Base et de l'Alphabétisation de Masse, il était de 10,89 % en 1990-91 contre une moyenne nationale de 29,98 %. Ce taux est cependant supérieur à celui du SENO (8,42) et de la GNAGNA (8,50). Ce faible taux peut être expliqué par la mobilité de la population. Mais beaucoup d'autres causes peuvent être invoquées, notamment le manque d'infrastructures scolaires et l'insuffisance du personnel enseignant.

Pour ce qui concerne les infrastructures scolaires, depuis 1990, avec l'intervention de l'ONG "ACTION ALPHA" qui a vu le jour dans la province de l'Oudalan à la faveur de l'année internationale de l'alphabétisation (d'où le nom Alpha), la situation s'est nettement améliorée :

- 13 écoles et 39 logements de maîtres ont été construits ;
- l'agrandissement du CEG de Gorom (bâtiment à 4 classes, 4 logements et 1 laboratoire) est en cours d'exécution ;
- 15 centres d'alphabétisation et 2 écoles sont projetés pour l'année 1993.

Le problème moyen demeure le fonctionnement effectif de ces écoles, le manque du personnel enseignant faisant actuellement défaut. La situation provinciale de l'enseignement primaire et secondaire ressort du tableau 3.4 ci-dessous.

Tableau 3.4 : Situation de l'enseignement primaire et secondaire en 1990

	DEOU	GOROM DEPART.	GOROM COMM.	MARKOYE	OURSI	TIN- AKOFF	TOTAL
POPULATION SCOLARISEE	2.990	12.453	(775)	4.662	1.808	1.963	23.876
NOMBRE D'ECOLES	2	7	(2)	2	1	2	14
NOMBRE DE CLASSES	4	20	(7)	9	3	4	40
EFFECTIF DES ELEVES	172	924	(440)	451	163	148	1.858
TAUX DE SCOLARISA- TION (%)	5,8	7,4	(56,8)	9,7	9	7,5	7,8
MOYENNE ELEVES/ CLASSE	43	46	(63)	50	54	37	46
NOMBRE DE CEG	0	1	(1)	0	0	0	1
EFFECTIF ELEVES	0	88	(88)	0	0	0	88
NOMBRE LYCEES	0	0	(0)	0	0	0	0
EFFECTIF DES ELEVES	0	0	-	0	0	0	0
NOMBRE D'ENSEIGNANTS CEG GOROM	0	7 dont 4 SNP	(7 dont 4 SNP)	0	0	0	7 dont 4 SNP
NOMBRE DE CLASSE DU CEG GOROM	0	2	(2)	0	0	0	2

Source : avant projet du 2e PQD de l'Oudalan (1991-1995).

(...) Données déjà prises en compte dans le département de Gorom

3.1.8 Le crédit

Le crédit reste un volet important pour le développement des productions rurales (agriculture, élevage). En effet, l'application des thèmes techniques d'une meilleure productivité des activités rurales nécessite l'acquisition de moyens adéquats tels que charrues, charrettes, etc, donc d'argent, ce dont ne dispose pas le paysan. Le crédit doit donc intervenir et se fait par l'intermédiaire de la CNCA que relaie le CRPA, structure principale d'encadrement. Le crédit se fait aussi dans la zone par les ONG, suivant leur vocation, comme par exemple l'approvisionnement en céréales.

L'ampleur des crédits octroyés dans la zone n'a pas pu être cernée avec précision par la multiplicité des "banquiers". Le seul point où tous s'accordent est le mauvais taux de recouvrement des créances, qui se situe entre 4 et 7 %.

Les causes sont multiples : faibles récoltes, non formation à la gestion des bénéficiaires du crédit et surtout les notions de "cadeau - subvention" restent ancrées dans les esprits.

A cela s'ajoutent la multiplicité des donateurs et le non respect de la doctrine de "responsabilisation directe du paysan" prônée par les prêteurs.

C'est ainsi que face à l'importance des impayés, la CNCA à partir de 1984, a suspendu l'octroi des crédits.

Suite à cette situation, le bétail a changé de main : le bilan diagnostic présenté dans le rapport souligne la nécessité d'inverser un tant soit peu le processus en intervenant notamment dans la reconstitution des troupeaux.

Toutes les actions proposées ne peuvent pas être subventionnées, particulièrement les actions productives comme le petit commerce, les embouches, le jardinage et la reconstitution des troupeaux.

Le système de crédit à mettre en place devra cependant être souple et bénéficier d'un suivi réel et constant pour éviter les non recouvrements comme ce fût le cas au niveau du CRPA, courroie de transmission de la CNCA.

C'est dans cette optique qu'une des micro-réalisations concerne le renforcement de l'Association des Caisses d'Epargne et de crédit de l'Oudalan (ACECO).

3.1.9 Eaux et Forêts - Hôtellerie - Pêche - Faune

Le domaine forestier sahélien a fait l'objet d'attention particulière après les sécheresses de 1973-74 et 1984, car les étendues de bois morts rencontrés sont impressionnantes.

Les efforts entrepris pour améliorer la situation se sont heurtés au problème de la sécurité alimentaire : le ravitaillement en céréales doit être assuré d'abord.

Cependant, au travers des groupements villageois, quelques actions de reboisement ont pu être réalisées. Les grandes actions, telles que le sous solage profond avec régénération spontanée des ligneux (cf travaux CIDR à Gorom) restaient limitées à cause de leurs coûts et surtout du manque de suivi et de protection de jeunes plants.

Les interventions de l'Etat dans le domaine des Eaux et Forêts se fait par le Service Provincial de l'Environnement et du Tourisme qui ne compte que 5 agents et dispose de peu de moyens logistiques pour faire face aux nombreux problèmes rencontrés sur le terrain. Cependant, ce personnel a pu mettre en place 4 pépinières départementales et 4 pépinières villageoises dont la production réduite permet de couvrir seulement une faible partie des besoins exprimés par les populations.

Les travaux de défense et de restauration des sols, dévolus aux agents des Eaux et Forêts, sont pratiqués par l'agriculture, ce qui n'est pas tout à fait normal car c'est du partage des tâches que viendra l'intégration agro-sylvo-pastorale tant clamée par tous.

En conclusion, dans l'Oudalan, les grandes contraintes au niveau forestier restent :

- la pression démographique qui oblige les populations à défricher plus de terres, amenant par la même occasion l'érosion hydrique.
- la pression animale qui favorise la destruction des arbres, surtout en saison sèche.

Quant à la pêche, elle est pratiquée sur le Béli, et dans les mares de Ménégon et d'Oursi. La production n'a pas été chiffrée, faute de personnel, mais elle doit être conséquente, car la plupart des grands pêcheurs du Béli se sont rendus à la Mecque grâce aux produits de la pêche.

La faune est riche et variée, et il est cependant regrettable que le Sahel, classé "Réserve Partielle", soit si peu encadré.

En effet, la faune ornithologique renferme à ce jour des autruches, l'outarde impériale et une grande variété de canards venus du grand nord européen, et ces oiseaux sont régulièrement traqués par les braconniers.

Une action d'envergure est à envisager pour préserver les richesses de la province, notamment un renforcement du Service Provincial de l'Environnement et du Tourisme en personnel et en moyens logistiques.

3.2 LES MODES D'INTERVENTION

Quel que soit l'organisme donateur, les interventions se font préférentiellement par le biais des groupements ou des associations.

Théoriquement, les besoins d'intervention sont exprimés par les producteurs qui restent les "acheteurs principaux de leur propre développement".

Le principe des modes d'intervention peut-être schématisé ainsi qu'il suit :

- * détection des besoins par les techniciens et les bénéficiaires
- * réunion "participative" où tous les acteurs donnent leur avis sur l'opération envisagée
- * mise en oeuvre - exécution
- * suivi-évaluation

Force est de constater cependant que cette démarche n'est pas toujours active. Pour preuve un projet à grand budget a initié la culture maraîchère à Yomboli, le résultat technique a été excellent, mais la population n'a pas pu écouler sa production, malgré les promesses d'aide. Dans son souci de ne pas tout perdre, elle a consommé les pommes de terre et il s'en est suivi de violents maux d'estomac (habitudes alimentaires perturbées, pommes de terre mal cuites, etc.).

Les exemples de non-suivi sont monnaie courante : après l'exécution de l'ouvrage, le secteur vulgarisation disparaît.

Le Programme Sahel Burkinabè (PSB) a été élaboré en 1986 pour coordonner toutes les actions menées au Sahel avec pour principaux objectifs de :

- fournir un cadre général d'intervention aux différents partenaires du développement déjà ou potentiellement intéressés à s'impliquer dans les trois provinces du Sahel avec l'orientation vers une approche Gestion des Terroirs ;
- maintenir des mécanismes précis et continus de coordination sur le terrain entre les différents partenaires impliqués dans la gestion du terroir et assurer ainsi une complémentarité et une cohérence dans les actions ; cinq (5) principaux partenaires : GTZ, Pays-Bas, ACDI, UNSO et PNUD.

Une phase expérimentale de trois (3) ans suivie d'une phase d'extension de deux (2) ans devrait permettre l'élaboration d'un Schéma Régional d'Aménagement du Territoire (SRAT) pour l'ensemble du Sahel ; l'intégration des actions dans des zones test (15) selon la démarche terroir et enfin régionales et la capacité institutionnelle des structures régionales et provinciales à assumer l'exécution et la coordination du programme.

IV. DIAGNOSTIC SPECIFIQUE DU SECTEUR PRIMAIRE

4.1. UN MILIEU EN CRISE

4.1.1 Une situation globale relativement favorable

Avec le retour de niveaux pluviométriques plus favorables depuis environ 5 ans, l'Oudalan présente globalement des indicateurs permettant de nuancer certains constats rapides sur l'irréversibilité des processus de dégradation des milieux sahéliens après les deux épisodes de sécheresse de 72/73 et 83/84.

Si le milieu physique porte encore les traces de la dernière sécheresse (moindre proportion de ligneux...), l'état actuel des écosystèmes pastoraux dénote des capacités remarquables de plasticité et de remontée biologique. Les zones fortement dégradées et surpâturées demeurent relativement circonscrites dans l'espace.

Cette remontée biologique est sensible si l'on considère les niveaux numériques des divers cheptels tels qu'on a pu les apprécier au cours de la mission par les entretiens directs avec les producteurs de chaque zone, les observations lors des transects réalisés et les entretiens avec les services concernés dans la province. Si le cheptel bovin n'a pas retrouvé les niveaux d'avant 72/73, on peut estimer qu'il y a actuellement environ 103 000 têtes de bovins dans la province. Les petits ruminants atteignent 317.000 têtes. Notons également un cheptel asin et camelin tout à fait significatif dans certaines zones, le premier pouvant être considéré comme un indicateur du niveau des activités d'échange (utilisation pour le transport des produits), le second ayant une double fonction de sécurisation de l'approvisionnement laitier en saison sèche dans les troupeaux mixtes et de production d'animaux de monture.

Les capacités techniques, les connaissances sur les milieux et les modes d'exploitation les plus adaptés que se sont forgées les populations de l'Oudalan, leur aptitude à répondre rapidement aux changements de l'environnement physique et économique ont permis une récupération globale après la crise de 83/84. De plus l'existence d'une zone protégée par l'absence d'exploitation du forage Christine qui montre une reprise notable de la végétation est une source de sécurité pour les élevages du nord-ouest de la province qui peuvent, par de longues marches en année difficile, trouver là un pâturage de réserve.

Une remise en exploitation de cet ouvrage ferait peser des menaces sérieuses sur les éleveurs du nord-ouest de l'Oudalan, encore en situation précaire.

Cette marginalisation qui a frappé de plein fouet ces éleveurs du nord est persistante ; elle se traduit par des situations sociales qui ne permettent plus la reconstitution des troupeaux par le biais des contrats de confiage en vigueur autrefois.

Outre la perte du capital, de l'outil de travail et de la source de revenu (lait et petits ruminants) que représentait le troupeau pour les éleveurs du nord, il en résulte la perte de contrôle de l'espace pastoral correspondant. Celui-ci devient le refuge des animaux du sud pendant la saison sèche lorsqu'ils quittent les pâturages devenus trop étroits du sud à cause de l'expansion des cultures et de la concentration du cheptel dans ces zones. Cette situation est particulièrement marquée dans la zone des mares centrales - points d'eau permanents de saison sèche et réserve de parcours de bonne qualité qui accueillent massivement les troupeaux du sud sans que puisse s'instaurer un contrôle des charges. En effet, ceux qui n'ont plus beaucoup d'animaux voient leur droits au pâturage réduits en proportion. Ceux qui conduisent les troupeaux du Sud n'étant pas, en règle générale, propriétaires du bétail ne portent qu'un intérêt très limité dans la préservation voire l'amélioration des pâturages.

La situation de relative richesse en bétail de l'Oudalan masque donc une profonde différenciation sociale marquée par une forte paupérisation et le déclassement social d'une frange vulnérable de la population, les éleveurs des régions nord.

4.1.3 Des risques à moyen terme

On peut ainsi craindre l'aggravation à moyen terme de certaines tendances :

- accroissement des flux migratoires ;
- menace sur la reproduction des écosystèmes si le contrôle sur l'espace pastoral n'est plus assuré ;
- accroissement probable du déficit alimentaire de la province ;
- perte des savoir-faire en matière d'exploitation des eaux et des pâturages ;
- situations conflictuelles pour l'utilisation des terres entre l'agriculture et élevage.

4.2. MUTATIONS ET INNOVATIONS

Cette situation de crise et de mutations sociales importantes met également en évidence des changements de comportement technique révélateurs de l'amorce d'une dynamique d'innovation qu'il importe d'identifier et d'appuyer.

4.2.1 Modification des modes d'exploitation du milieu

Comme dans de nombreuses régions sahéliennes, la diminution des spécialisations est manifeste. De plus en plus, et même dans les zones les plus septentrionales de l'Oudalan (Tin Akoff par exemple) les éleveurs pratiquent la culture sous pluie jouant sur l'espérance d'une bonne pluviométrie pour remplir les greniers avec une mise semencière faible.

A l'inverse, chez les cultivateurs on note l'émergence de pratiques d'exploitation laitière d'une partie du cheptel qui est conservée au village pendant la majeure partie de l'année. Chez certains, qui ont un troupeau suffisamment important, se met en place une "rotation" du cheptel laitier: les vaches en fin de lactation étant renvoyées dans les pâturages où est gardée la majorité du troupeau.

Ces pratiques d'entretien d'une partie du cheptel bovin ou ovin ou caprin en lactation à des fins alimentaires pour le groupe domestique se traduit par des comportements nouveaux à l'égard de la gestion du disponible végétal : récupération et stockage d'une partie des résidus de culture, utilisation des résidus domestiques des céréales, pratique du fauchage et du stockage des fourrages naturels, culture de graminées pérennes... Dans certaines situations, on relève également chez les producteurs la préoccupation de modifier et améliorer la gestion des zones de parcours.

Ces évolutions se déroulent dans un cadre pastoral qui demeure dominant même si l'on constate le rétrécissement des espaces disponibles pour le cheptel : progression des cultures de bas-fonds, extension des cultures sur les dunes, développement des cultures maraîchères...

Ce mode d'exploitation pastoral de l'espace révèle de la part de ceux qui le pratiquent des connaissances techniques approfondies. Ces savoir-faire sont mis en oeuvre pour ajuster d'une manière aussi fine que possible disponibilités fourragères et disponibilités en eau en saison sèche comme en hivernage. Les mares d'hivernage plus ou moins fugaces selon les situations, et la configuration de l'hivernage, les puisards qui permettent d'accéder aux nappes sous les bas-fonds et les boullis durant la saison sèche représentent autant de points d'ancrage dont la disponibilité est limitée à des périodes bien précises.

Loin de correspondre à l'archétype d'un système "archaïque", vestige d'un système technique que l'on a plutôt tendance à condamner hâtivement avant de l'étudier et en saisir les fondements techniques, ce mode d'élevage pastoral recèle une richesse technique encore largement méconnue, susceptible d'adaptation et capable de supporter une certaine intensification dans la mesure où celle-ci contribue à limiter les risques inhérents au système.

4.2.2 Dynamique des organisations paysannes

Récentes dans le paysage social de l'Oudalan, ces organisations de producteurs sont nées pour les premières d'entre elles dans la période qui a immédiatement suivi la sécheresse des années 72/73 à l'initiative d'une ONG, le CIDR⁽¹⁾, qui a initié ces groupements avec pour objectif de renforcer les capacités de mobilisation et de réaction des populations aux mutations de leur environnement.

a) - Les acquis

Le fait organisationnel lui-même est certainement l'acquis le plus important, qui représente pour les populations de nouvelles formes d'organisation qui s'ajoutent aux formes traditionnelles qui demeurent vivaces dans le milieu.

Ces structures sont nombreuses et touchent une majorité de villages et de campements à travers les groupements villageois : 120 groupements environ sont recensés pour 106 villages ou campements. Ces groupements se répartissent en plusieurs catégories :

- les groupements d'agriculteurs
- les groupements d'éleveurs
- les groupements féminins
- les groupements d'artisans

Ces groupements sont diversement dynamiques, plus ou moins structurés et présentent donc des niveaux d'activités très variables. On peut cependant noter une moindre activité des groupements dans les régions nord et par conséquent une implication limitée des éleveurs de ces régions dans cette dynamique d'organisation.

Parmi les groupements d'agriculteurs et d'éleveurs les expériences concernent de manière dominante les activités de gestion des stocks :

- stocks de sous produits agro-industriels
- stocks céréaliers
- stocks de médicaments

Actuellement, peu de ces groupements arrivent à se dégager de la fonction d'approvisionnement pour passer à l'appui d'activités plus directement productives. Ces activités de gestion des approvisionnements sont essentiellement développées dans le cadre de stratégies défensives : sécurisation de l'approvisionnement en céréales pour réduire le risque alimentaire domestique en mauvaise année par exemple.

⁽¹⁾ Centre International pour le Développement et la Recherche.

Au niveau des groupements féminins, le dynamisme est manifeste. Les activités initiales entraînent une dynamique d'innovation importante : les revenus dégagés d'une activité qui "marche" étant réinvestis soit dans de nouvelles activités gérées collectivement, soit dans le développement d'activités individuelles dans le cadre de stratégies plus offensives de création de revenus.

Ces groupements sont affiliés au niveau de deux unions :

- l'Union des Groupements Villageois de l'Oudalan (UGVO)
créée en 1981
- l'Union Provinciale des Groupements d'Éleveurs de l'Oudalan
(UPGEO) créée en 1990

Ces unions peuvent se prévaloir d'une certaine légitimité en matière de représentation des intérêts des groupements qui leur sont affiliés.

Néanmoins, leurs histoires propres (20 ans pour l'UGVO et 2 ans pour l'UPGEO) rendent compte de capacités d'action et de mobilisation nettement différenciées.

b) Appréciation des acquis organisationnels

Au delà des inégalités perceptibles en matière de mobilisation et de "dynamisme", on peut faire les observations suivantes.

- a) L'UGVO représente un interlocuteur incontournable non seulement au niveau de l'Oudalan mais au niveau du Sahel burkinabè (Soum, Oudalan et Séno).

Son dynamisme certain, la personnalité et la clairvoyance de son président en font une organisation reconnue sur le plan social, économique et politique.

- b) Si l'on peut faire le constat d'un fort développement des activités d'approvisionnement au profit des groupements, de difficultés à récupérer les avances ainsi consenties aux groupements et à leurs adhérents, on se gardera de porter un jugement hâtif sur ce qui pourrait apparaître comme l'effet d'une gestion déficiente.

Si ces constats sont bien réels, l'explication est à rechercher plus profondément dans l'économie de la production de l'Oudalan et au niveau des orientations stratégiques qui ont guidé les politiques d'aide et d'intervention passées.

Si les groupements et l'UGVO ont des difficultés à récupérer leurs créances cela ne semble pas dû à une quelconque déficience dans la gestion. Gérer finement les stocks au plus serré, gérer les ressources en eau et en pâturages, gérer des relations commerciales complexes, les populations de l'Oudalan et les sahéliens n'ont aucun besoin de formation pour cela.

Les raisons de ces difficultés résident davantage dans la crise persistante des économies paysannes de l'Oudalan que les récentes bonnes années pluviométriques n'ont pu alléger.

On peut se demander si les options pertinentes ont été prises pour s'attaquer aux racines de cette crise. En effet, les orientations passées ont essentiellement consisté à prôner l'accroissement de l'approvisionnement en céréales externes à la région en proposant de déstocker un bétail jugé pléthorique, improductif et source de dégradation pour le milieu. Or ce bétail représente en fait, hormis les migrations et les activités extra-agricoles, la seule source d'aliments et de revenus qui soit possible et moins sensible aux aléas que la production céréalière.

On comprend ainsi mieux les difficultés persistantes de l'UGVO et des groupements à récupérer leurs avances et la quasi impossibilité de ces structures à organiser "le déstockage massif du bétail improductif" de l'Oudalan, véritable leitmotiv des politiques d'intervention des quinze dernières années dans cette province.

- c) Ceci étant admis, il devient alors possible de s'interroger sur l'appréciation du "dynamisme" des organisations de producteurs de l'Oudalan.

Si les groupements féminins apparaissent plus "dynamiques", cela tient essentiellement à la nature des propositions techniques qui leur sont faites, à la faisabilité technique et aux possibilités effectives d'écouler les produits de leur travail sur un marché en développement.

Qu'a-t-on proposé aux groupements d'agriculteurs et d'éleveurs qui soit susceptible non de détruire leur système de production - le déstockage - mais d'en améliorer les performances? Fort peu de chose en vérité et surtout fort peu de propositions qui s'intègrent dans le cadre de leurs stratégies.

Il est ainsi significatif de voir la mobilisation importante qu'a suscité le récent concours de fenaison (1990) remporté par un groupement de producteurs du sud de l'Oudalan et qui apparaît finalement comme une des rares actions ayant mobilisé les groupements masculins en dehors des approvisionnements en céréales et en sous-produits agro-industriels.

V. ZONAGE

5.1 LES CRITÈRES DE ZONAGE

Nous présentons ici une approche simplifiée du zonage qui se limite aux grands traits caractéristiques des différenciations constatées.

La répartition de l'Oudalan en huit zones (carte de zonage) nettement différenciées est réalisée à partir des critères discriminants suivants :

- le gradient climatique Nord-Sud
- les modes d'exploitation des ressources
 - . culture/élevage
 - . systèmes d'élevage
- la pression sur les ressources
 - . population
 - . cheptel
- le développement plus ou moins accentué des échanges marchands

Les conditions socio-économiques ont été faites à partir d'une adaptation des "zones socio-écologiques du Burkina Faso" de la Direction Générale des Eaux et Forêts.

5.2 ZONE 1 : ZONE FERIRILIO - BELI

5.2.1 Les grands traits

- . Zone profondément marquée par les pertes subies par les éleveurs lors de la dernière sécheresse.
- . La propriété du bétail est inégalement répartie dans la zone. Les éleveurs possèdent des troupeaux relativement réduits par rapport aux troupeaux confiés ou en transhumance de saison sèche dans la zone.
- . Très bon état du bétail et des ressources en eau mi-mars, début avril 1992.
- . Pâturages encore relativement abondants. Pression modérée sur les ressources pastorales.

. Végétation abondante dans la zone du forage Christine. Le Séno Mango constitue une réserve fourragère de sécurité essentielle pour les animaux de la partie ouest de cette zone.

5.2.2 Conditions socio-économiques

- Départements concernés : Tin Akoff - Oursi
- Villages importants : Oursi - Gandéfabou - Tin Ediar
- Ethnies : Peuhl, Tamachek, Bella
- Données socio-économiques : prédominance de l'élevage transhumant et nomade, déficitaire en céréales, ressources minières (Tin Rhassan) - Forage Christine
- Superficie : 2.450 km², 25% de la province
- Pluviométrie : année normale < 400mm, année sèche < 250 mm
- Période de croissance végétative : 5 - 7 semaines
- Type de sol : pourcentage de sols sableux élevé
- Type de végétation : steppe herbeuse (104.380 ha) ; steppe arbustive (39.500 ha) ; brousse tigrée (78.000 ha)
- Etat actuel du milieu naturel : mort de la strate ligneuse en masse sur les glakis ; bonne régénération sur les sols sablonneux (alentour du forage Christine) mais faible reprise dans les zones en culture (érosions éolienne et hydrique).

Aires et forêts protégées : tout le Sahel est classé "Réserve partielle agro-sylvo-pastorale". Bien que la RAF, dans ses articles consacrés aux problèmes de l'environnement n'ait pas défini avec précision cette notion de "réserve partielle", on peut admettre qu'elle découle de l'article 327 traitant de la réserve naturelle intégrale.

Cette "réserve naturelle intégrale est une aire réservée pour permettre le libre jeu des facteurs écologiques naturels sans aucune intervention extérieure à l'exception des missions scientifiques et des mesures jugées indispensables pour sa sauvegarde".

Dans le cadre de cette sauvegarde la chasse y est limitée au petit gibier dont l'abattage est autorisé à l'exclusion des espèces intégralement protégées.

A ce volet "faune", il faut ajouter la "forêt" qui se voit menacée par les articles 311 et 312 essentiellement en ce qui concerne les "forêts" sahéliennes.

Feu de brousse : néant

Pourcentage de jachères et cultures : 0,02 %

Densité humaine (1985) : 5 habt/km²

Densité élevage en UBT : 9,1 /UBT/km².

5.3 ZONE 2 : ZONE NORD DES MARES CENTRALES (TIN AKOFF)

5.3.1 Les grands traits

. Zone comparable à celle de Férilio-Béli mais dont la situation pastorale paraît moins favorable :

- présence de zones dégradées
- pression sensiblement plus forte de l'agriculture (Tin Akoff)
- proportion plus importante du bétail confié ou en transhumance de saison sèche (en provenance des zones sud)
- . Les éleveurs possèdent un cheptel réduit composé essentiellement de petits ruminants.
- . Pression sur le pâturage plus importante que dans la zone Férilio-Béli.
- . Pas de marché important

5.3.2 Conditions socio-économiques

- Départements concernés : Tin Akoff - Markoye
- Villages importants : Tin Akoff - Beldiabé - Campements Bellas autour de la mare de Darkoye (Warag-Warag et Kel es Souk)
- Ethnies : Peuhl, Tamachek, Bella
- Données socio-économiques : l'élevage est l'activité principale et le déficit céréalier est chronique. Pendant les grandes disettes les "cueillettes" constituent les principales sources de l'approvisionnement de la famille: fonio sauvage (Panicum Laetum, Cenchrus biflorus), Tribulus terrestris (feuille), Boscia senegalensis (fruits) ; bulbes de nénuphars, etc. Il faut signaler l'influence religieuse du chef de la colonie Tamachek de Beldiabé.

- Superficie : 1592,8 km² soit 15% de la province
- Pluviométrie : année normale < 400 mm ; année sèche < 250 mm
- Période de croissance végétative : 5 - 7 semaines
- Types de sol : sols sableux dominant , mais importance relative de glacis dénudés
- Types de végétation : steppe herbeuse (49.500 ha), steppe arbustive (47.380 ha), brousse tigrée (15.380 ha) et 13.380 ha de sols dénudés.
- Etat actuel du milieu naturel : la régénération des ligneux restent difficile, tant que les glacis ne seront pas traités. L'importance des petits ruminants reste une cause de la destruction des arbres au niveau des mares.
- Aires et forêts classées : partie intégrale de la réserve du Sahel.
- Feu de brousse : néant
- Pourcentage de jachères et de cultures : 18%
- Densité humaine (1985) : 6 hbts/km²
- Densité animale en UBT : 6 UBT/km²

5.4 ZONE 3 : ZONE DE MARKOYE

5.4.1 Les grands traits

. le cheptel est concentré chez les cultivateurs et les commerçants.

. Les animaux sont confiés aux éleveurs qui sont bergers du troupeau laitier.

Une partie non négligeable du cheptel demeure confiée dans la zone nord.

. Pression modérée sur les ressources pastorales, pâturages encore bons fin mars 1992.

5.4.2 Conditions socio-économiques

- Département : Markoye
- Villages : Markoye - NGougam - Essakan - Kabia
- Ethnies : Peuhl, Sonhraï, Bella, Mossi
- Données socio-économiques : prédominance de l'élevage mais l'agriculture vivrière occupe une importante partie de la population.

Ces derniers temps, la découverte de l'or dans la région a bouleversé les données économiques : les forces vives ne s'adonnent plus aux activités productives de biens consommables.

- Superficie : 1105,1 km² soit 11 % de la province.
- Pluviométrie : année normale 400 mm ; année sèche < 300 mm
- Période de croissance végétative : 7 semaines
- Types de sol : sols sableux dominants ; beaucoup de glacis dénudés.
- Etat actuel du milieu naturel : régénération sensible au niveau des steppes arbustives ; la brousse tigrée sur glacis reste dégradée, le bilan d'eau du sol étant faible.
- Type de végétation : dominance de la steppe arbustive, steppe herbeuse maigre.
- Forêts - aires classées : réserve partielle agro-sylvo-pastorale
- Feux de brousse : néant
- Pourcentage jachères et cultures : 13 %
- Densité humaine : 17,5 habt/km²
- Densité élevage en UBT : 6,33 UBT/km²

5.5 ZONE 4 : ZONE DE DEOU

5.5.1 Les grands traits

. Forte concentration du cheptel chez les cultivateurs et les commerçants qui emploient des bergers salariés pour garder les troupeaux à proximité du village.

. Les pâturages autour de Déou et particulièrement au nord de la ville sont restaurés, en excellent état fin mars 1992.

. Les animaux sont donc entretenus sur des pâturages étriqués, les rations étant fortement complémentées à l'aide de sous-produits achetés.

5.5.2 Conditions socio-économiques

- Département concerné : Déou

- Village : Déou

- Ethnies : Peuhl, Bella, Sonrhaï, Mossi

- Données socio-économiques : l'élevage domine, mais l'agriculture et le commerce occupent la majorité de la population. En effet, après les sécheresses, l'élevage a changé de main : ce sont les gros commerçants qui sont possesseurs de presque tout le bétail et les Peuhl ne font que louer leurs services.

- Déficitaire en céréales

- Superficie : 281,3 km² soit 0,2 % de la province

- Pluviométrie : année normale 400 mm, année sèche < 250 mm

- Période de croissance végétative : 7 semaines

- Types de sol : rochers granitiques ; buttes latéritiques cuirassées; sols sableux et vertiques dans les dépressions.

- Etat actuel du milieu naturel : bonne régénération des pâturages, mais les ligneux, du fait des fortes pentes souffrent. Erosion hydrique prononcée.

- Aires et forêts classées : réserve partielle

- Feux de brousse : néant

- Pourcentage jachères et cultures : 31 %

- Densité humaine : 27 habt/km²

- Densité élevage en UBT : 9 UBT/km²

5.6 ZONE 5 : SUD MARE D'OURSI - GOUNTOUALA

5.6.1 Les grands traits

- . Zone où la pression agricole est forte : mise en culture des bas fonds.
- . Pression modérée sur les pâturages mais faiblesse du pâturage arbustif ou arboré.
- . Déplacements limités des animaux en saison sèche.
- . Pratique d'entretien permanent au village pour la partie laitière des grands troupeaux.
- . Proximité du marché de Tasmakat

5.6.2 Conditions socio-économiques

- Département : Déou
- Villages : Gountouwala, Kolel, Assinga, Guidoy
- Ethnies : Peuhl, Sonrhäï, Tamachek
- Données socio-économiques : prédominance de l'élevage, mais l'agriculture occupe toute la population. Déficit céréalier chronique.
- Superficie : 1212,8 km², 12% de la province
- Pluviométrie : < 600 mm en année normale et < 400 mm en année sèche
- Période de croissance végétative : 8 semaines
- Types de sol : les mêmes qu'en zone 4, mais les reliefs y sont beaucoup plus accentués. Importance relative des bas-fonds argileux (les premiers pâturages d'hivernage ou les champs de sorgho) - Sols sableux au sud -
- Types de végétation : steppe arbustive sur terrain accidenté, formation ripicole assez dense.
- Aires et forêts classées : réserve partielle
- Feux de brousse : néant
- Pourcentage jachères et cultures : 22 %
- Densité humaine : 2 habt/km²
- Densité élevage en UBT : 6 UBT/km²

5.7 ZONE 6 (MARES CENTRALES)

5.7.1 Les grands traits

. Zone de très forte concentration du bétail, propriété des cultivateurs, des éleveurs sédentaires, des commerçants et dans une moindre mesure des fonctionnaires et des propriétaires urbains (Dori, Kaya, Ouagadougou).

. Forte pression sur les ressources pastorales de la zone où une partie du bétail demeure en permanence.

Cette pression est accrue par la concurrence avec l'agriculture pour l'utilisation du sol.

. Les propriétaires des grands troupeaux envoient leur bétail en transhumance de saison sèche dans la zone des mares centrales où les éleveurs ont perdu leur bétail.

Ce bétail est soit amené par la famille du propriétaire, soit confié.

5.7.2 Conditions socio-économiques

- Départements : Gorom-Gorom - Oursi
- Villages : Gorom, Beiga, Bosseydogabé, Kissi
- Ethnies : Peuhl, Sonrhaï, Tamachek, Bella
- Données socio-économiques : forte pression agricole avec cependant un déficit céréalier constant. Elevage semi-transhumant.
- Superficie : 706,5 km², 0,7 % de la province
- Pluviométrie : 500 mm en année normale, < 300 mm en année sèche
- Types de sol : sols sableux au Nord et au Sud de la zone
- Type de végétation : steppe arbustive, steppe herbeuse
- Période végétative : 7 - 8 semaines
- Etat actuel du milieu naturel : bonne régénération malgré la pression agricole ; érosion hydrique sur les glacis et éolienne sur les dunes dénudées.
- Aires et forêts : réserve partielle
- Feux de brousse : néant
- Pourcentage jachères - cultures : 33 %
- Densité humaine : 17 habt/km²
- Densité élevage en UBT : 10 UBT/km²

5.8 ZONE 7 : OUEST GOROM-GOROM

5.8.1 Les grands traits

- . Zone intensément cultivée et densément peuplée
- . Zone à développement de l'économie de marché (proximité de Gorom, Markoye et des sites aurifères).
- . Forte charge des pâturages
- . Transhumance de saison sèche uniquement pour les grands troupeaux.
- . Pratique de la fauche de fourrage naturel et récupération/stockage des résidus agricoles pour l'entretien de la majorité des animaux en saison sèche à proximité des villages.

5.8.2 Les conditions socio-économiques

- Département concerné : Gorom-Gorom
- Villages importants : Tassamakot, Mamassi, Fourkoussou
- Ethnies : Peuhl, Tamachek, Sonrhaï, Bella
- Données socio-économiques : l'élevage reste l'activité principale, mais l'agriculture tend à le surpasser à cause du déficit céréalier chronique. Le commerce est très développé et Gorom a surpassé Markoye pour ce qui est du commerce du bétail.
- Superficie : 1019 km² soit 10 % de la province
- Pluviométrie : année normale > 500 mm,
année sèche < 300 mm
- Types de sol : sols sableux dominants
- Types de végétation : steppe arbustive, steppe herbeuse sur dune
- Etat actuel du milieu naturel : bonne régénération sur les formations sableuses ; bois mort en abondance sur les glacis.
- Feux de brousse : néant
- Pourcentage jachères et cultures : (1985) 15%
- Densité humaine : 13 hbt/km²
- Densité élevage en UBT : 11-12 UBT/km²

5.9 ZONE 8 (ZONE SUD TASMAKAT)

5.9.1 Les grands traits

- . Zone où les dunes sont en proportion relativement réduite
- . Les zones de culture sont intensément exploitées avec pratique de la culture et fauche d'Andropogon gayanus cultivé sur des superficies significatives.
- . Forte concentration en bétail dont les propriétaires sont les cultivateurs, les éleveurs sédentaires les commerçants de Tasmakat.
- . Important marché à Tasmakat.
- . Pratique des transhumances de saison sèche vers la zone "Gorom - Mares centrales".
- . Importance des marchés de Gorom et Tasmakat.
- . Elevage urbain à Gorom.

5.9.2 Les conditions socio-économiques

- Département concerné : Gorom-Gorom
- Villages importants : Saouga, Korizena, Débéré
- Ethnies : Peuhl, Tamachek, Sonrhaï, Bella
- Données socio-économiques : zone des sédentaires essentiellement agriculteurs, mais l'élevage y est bien développé. Déficit céréalier chronique.
- Superficie : 1376,4 km², soit 14 % de la province.
- Pluviométrie : > 450 mm en année normale et < 250 mm en année sèche.
- Période végétative : 7 - 8 semaines
- Types de sol : sols sablonneux et rocailleux.
- Types de végétation : steppe herbeuse sur les dunes, steppe arbustive, grande zone inondable.
- Etat actuel du milieu naturel : bonne régénération ; mais la zone reçoit beaucoup d'animaux du sud, d'où un risque de dégradation rapide des parcours.

- Aires et forêts : réserve partielle.
- Feux de brousse : néant
- Pourcentage jachères - cultures : 37 %
- Densité humaine : 6,44 habt/km².
- Densité animale en UBT : 7 UBT/km²

VI. MICRO-REALISATIONS PROPOSEES

6.1 DISPONIBILITE D'UNE DEMARCHE D'APPROCHE DU MILIEU

. Cette identification permet de disposer d'une stratification schématique du milieu physique et des sociétés rurales de l'Oudalan ; elle fournit également une démarche et des outils opérationnels adaptés à l'analyse des contraintes et des potentialités agricoles de cette région.

. Certains éléments font encore défaut, d'autres devront être précisés, mais les analyses des systèmes de production et plus particulièrement des systèmes d'élevage sont suffisantes pour esquisser les principales logiques techniques et économiques des activités agricoles.

. La démarche est fondée sur l'analyse concertée des systèmes de production faisant ressortir les problèmes posés par la pratique des activités agricoles. Cette analyse critique des pratiques et des contraintes permet d'aborder avec les producteurs une réflexion sur la recherche conjointe de solutions permettant de lever les facteurs limitants identifiés.

Ces solutions ici suggérées ont été proposées par les producteurs et discutées avec eux au cours des entretiens. Elles fournissent les grands axes thématiques d'une politique d'intervention en matière de micro-réalisations dans l'Oudalan.

. Cette démarche peut maintenant être utilisée de manière plus fine à l'intérieur des zones identifiées afin de préciser ce premier diagnostic, mieux cerner les solutions techniques ou organisationnelles, enfin déboucher rapidement sur un programme global de micro-réalisations.

6.2 PROPOSITIONS DE MICRO-REALISATIONS

L'articulation de ces différents axes thématiques est rendue possible par le caractère global de la démarche. Cette articulation devra permettre à terme de déboucher sur un programme structuré d'interventions en matière de micro-réalisations.

6.2.1 Micro-réalisations en matière d'hydraulique pastorale, agricole et domestique

a) Propositions opérationnelles

La démarche proposée devra permettre l'identification précise des modalités techniques d'intervention en matière d'hydraulique pastorale en étudiant de manière concertée avec les éleveurs leur problèmes réels d'hydraulique par rapport à l'utilisation des pâturages associés à ces points d'eau .

On identifiera également de manière précise les besoins en hydraulique agricole (maraîchage essentiellement) et en hydraulique domestique au niveau des villages.

b) Justifications

. L'étude des systèmes pastoraux montre clairement la finesse des combinaisons techniques employées par les éleveurs pour associer l'utilisation des eaux disponibles et des pâturages en hivernage comme en saison sèche.

. A la diversité des points d'eau (eaux de surface, puisards, boulis, mares permanentes...) s'ajoute la diversité des rythmes de conduite au pâturage et à l'abreuvement pendant le jour et pendant la nuit.

. De plus, les périodes où l'eau est effectivement le facteur limitant des activités d'élevage, doivent être analysées avec soin et paraissent relativement réduites, contrairement à ce qui est communément admis pour ces zones.

. Enfin, un dimensionnement aussi précis que possible et adapté aux besoins réels des éleveurs qui utilisent ces points d'eau devrait permettre d'éviter les afflux massifs que l'on peut constater sur des ouvrages surdimensionnés dont on peut craindre qu'ils n'engendrent une dégradation accélérée des parcours associés. (cf carte transhumance saison sèche).

c) Les types de micro-réalisations envisagés

Au niveau des villages : forages pour les besoins domestiques.

Au niveau des pâturages : boulis pour les animaux, petits aménagements de bas-fonds et légers surcreusement des mares en relation avec l'utilisation des parcours.

Village des zones à forte densité de population et d'échanges : boulis pour cultures maraîchères.

- Au niveau des pâturages : transport d'eau (moyens de transport), à étudier
- Au niveau des forages existants : réhabilitation des pompes et étude des conditions de prise en charge par les usagers.

6.2.2 Micro-réalisations en matière de sécurisation et d'amélioration de la production laitière

a) Propositions opérationnelles

L'objectif est de sécuriser et d'améliorer la production laitière en fonction des grands types de situations agricoles identifiés :

- en hivernage dans les situations à dominante agricole où les laitières sont gardées au niveau des villages ;
- en saison sèche, sur les pâturages où demeurent les animaux : dunes ou pâturages d'hivernage utilisés à nouveau en saison sèche.

b) Justifications

. Depuis de nombreuses années, l'Oudalan présente un déficit céréalier structurel.

Les caprices pluviométriques rendent illusoire une amélioration significative et rapide des rendements des cultures céréalières malgré la disponibilité de quelques propositions techniques. Ces cultures conserveront un fort caractère aléatoire et par endroits spéculatif rendant les investissements dans l'amélioration de la production céréalière trop lourds au regard des risques courus.

. Le lait constitue un élément fondamental des rations alimentaires dans cette province. Sa production peut être sécurisée et améliorée à un coût beaucoup plus modéré que celle des céréales tout en sécurisant les conditions d'élevage pour tout ou partie du cheptel.

. Enfin une meilleure disponibilité en lait au niveau des unités familiales limiterait le recours aux céréales qui demeurent le poste le plus élevé des dépenses dans les budgets domestiques.

. Des techniques relativement simples sont disponibles pour sécuriser et améliorer la production laitière. Certaines sont déjà pratiquées dans des situations agricoles bien spécifiques de l'Oudalan. Les comportements techniques traduisent des mutations qu'il convient d'appuyer.

c) Les types de micro-réalisations envisagées

Ces micro-réalisations seront fonction de la période et des situations agricoles envisagées.

Utilisation de foin de brousse : hangars, charrettes, faux, équipement pour la distribution du fourrage et formation des producteurs.

Utilisation d'espèces fourragères : semences fourragères, charrettes, équipements pour la distribution du fourrage, hangars et formation des producteurs.

Utilisation de compléments : formation, approvisionnement et équipement pour la distribution.

6.2.3 Micro-réalisations en matière de reconstitution des troupeaux

a) Propositions opérationnelles

. Trouver les formes organisationnelles permettant d'identifier les familles d'éleveurs des zones nord de l'Oudalan ayant perdu leur cheptel lors de la sécheresse de 1983-84, se trouvant depuis dans des situations socialement difficiles et privées des possibilités autrefois en vigueur pour reconstituer leur cheptel.

. Concevoir et mettre en oeuvre un système de prêt remboursable en nature pour ces éleveurs qui ont perdu à la fois leur capital et leurs droits au pâturage.

b) Justifications

. La structure actuelle de la propriété du bétail met en péril les écosystèmes pastoraux dans la mesure où les bergers n'étant plus propriétaires et n'ayant très souvent aucun espoir de recapitaliser, n'ont aucun intérêt à contrôler les charges, voire entreprendre des actions pour améliorer "leurs" parcours.

. Globalement, si l'économie pastorale de l'Oudalan présente un niveau de richesse significatif après l'hécatombe de 83/84, elle recèle des disparités socio-économiques marquées qui traduisent la paupérisation de nombreux éleveurs des zones nord.

. Certains de ces éleveurs souhaitent vivement retrouver un mode de vie et un niveau de vie sévèrement amputé dans une zone qui demeure relativement peu marquée par la dynamique des organisations de producteurs.

c) Les micro-réalisations envisagées

Elles sont de nature organisationnelle, font appel au crédit et sont dirigées vers les populations originaires de la zone nord de la province. Une étude spécifique devra cerner les motivations et les capacités de mobilisation de ces populations ainsi que la démarche la plus appropriée pour mettre en place un système de crédit orienté vers la reconstitution des cheptels et ne requérant pas d'épargne préalable.

6.2.4 Micro-réalisations en matière d'amélioration
des ressources pastorales

a) Propositions opérationnelles

Cette proposition concerne les espaces pâturés en hivernage

- du sud : autour des campements
- du nord : sur les pâturages des éleveurs ayant perdu une grande partie du cheptel.

Au sud sont envisageables des actions d'amélioration des pâturages (introduction d'espèces, protection de portions du terroir pastoral...) autour des campements d'hivernage qui font l'objet d'un droit d'usage préférentiel.

Au nord une étude plus précise est nécessaire de manière à identifier les mesures les plus appropriées à la situation de déséquilibre dans l'utilisation de l'espace (troupeaux confiés plus importants que les troupeaux en propriété).

b) Justifications

Dans les pâturages du sud

Les droits préférentiels existant sur certains espaces autour des campements permettent d'envisager ces actions dans la mesure où les éleveurs concernés profiteraient directement des actions entreprises car l'eau n'est globalement pas le facteur limitant pendant l'hivernage.

Dans les pâturages du nord

Si le diagnostic d'une perte progressive du contrôle de ces pâturages est confirmé et si l'afflux massif du bétail du sud compromet d'une part la viabilité de l'écosystème pastoral de ces zones et d'autre part les possibilités de reconstitution des cheptels sinistrés, on peut proposer, après une étude plus détaillée, que soient mis en place des codes d'accès aux ressources pastorales permettant aux éleveurs du nord de conserver un certain contrôle sur les pâturages correspondant à leur cheptel.

Ces deux propositions, délicates à mettre en oeuvre, doivent impérativement s'appuyer sur les études complémentaires.

6.2.5 Micro-réalisations en matière d'amélioration des systèmes d'embouche

a) Propositions opérationnelles

Cette proposition concerne essentiellement les zones sud de l'Oudalan en prise directe avec l'économie de marché : demandes locales liées aux plus fortes densités de population, présence des principaux marchés à bétail, accès aux compléments, résidus de récoltes disponibles...

Cette proposition serait destinée essentiellement à la population féminine qui pratique déjà cette activité pour l'embouche ovine à la période de la Tabaski. Il serait intéressant de tester l'embouche bovine avec finition des animaux en fin de saison sèche où ils peuvent le mieux rémunérer le travail et les dépenses pour les compléments.

b) Justifications

. Cette activité est déjà pratiquée par les femmes de manière individuelle ou dans certains cas comme une activité de leur groupement.

. Ce dynamisme doit être appuyé car les groupements féminins paraissent avoir un souci affirmé pour approvisionner leurs caisses afin de financer ensuite soit des activités individuelles ou collectives, commerciales, ou agricoles et éventuellement répondre à certains besoins sociaux.

. Cette activité, techniquement peu complexe ne présente pas de risque économique majeur dans la mesure où l'on choisit les dates de finition des animaux dans une zone d'économie marchande active où existent des réseaux commerciaux traditionnels ainsi que de nouvelles structures intéressées par des animaux de bonne valeur marchande.

c) Les micro-réalisations envisagées

Les éléments suivants sont nécessaires au développement des activités d'embouche :

- mise au point de formules de rationnement à partir des résidus, sous-produits et compléments disponibles ;
- micro-réalisations en termes d'infrastructures pour le stockage, la distribution et la réalisation de cette activité ;
- un système de crédit permettant l'achat des animaux, des sous-produits et des compléments et remboursable à la vente des animaux.

6.2.6 Micro-réalisations et groupements féminins

a) Propositions opérationnelles

Appuyer en fonction des situations concrètes des différents groupements féminins les activités entreprises.

Ces activités sont diverses et traduisent un dynamisme certain.

Selon les cas les activités pourront être :

- les activités maraîchères dans les zones Sud où le marché est plus actif en privilégeant les légumes habituels de la région qui trouvent plus facilement des débouchés.

On pourra aussi prévoir l'association de productions fourragères aux productions maraîchères dans la mesure où elles représentent une opportunité de valorisation supplémentaire des eaux d'irrigation et que de nombreux groupements féminins soient vivement intéressés par les activités d'embouche.

- des activités de petit commerce gérées au profit d'individus ou de groupements qui nécessitent des fonds de roulement relativement modestes.

- des activités de transformation des productions maraîchères pour en différer la consommation et en améliorer la valorisation sur le marché.

- des activités de petit élevage ou d'embouche

- des activités de première transformation des céréales

b) Justifications

. Le dynamisme des groupements féminins est remarquable. Selon l'ancienneté du groupement, le volume des activités entreprises, la diversité des revenus que les adhérentes parviennent à réunir, les entreprises projetées dans l'avenir sont d'ampleur variable, cherchent à mobiliser des appuis ou comptent sur les ressources propres du groupement et de ses membres.

. Les femmes commencent ainsi à s'approprier une part de l'espace des activités économiques marchandes dont elles ne faisaient partie que de façon limitée. A travers ces activités, elles démontrent des capacités notables d'entreprendre d'autres activités rémunératrices ou d'amélioration des conditions domestiques pour les groupements ou les villages.

c) Les micro-réalisations envisagées

Selon les cas, elles pourront prendre des formes diverses :

- appui pour le développement des activités maraîchères, fourragères dans les régions agricoles du sud ;
- fonds de roulement pour le développement de petites activités de commerce individuelles ou gérées par les groupements ;
- des appuis en matériel et des informations techniques pour les activités de transformation des produits maraîchers ;
- des crédits pour le développement des activités d'embouche et l'acquisition de matériel de distribution des fourrages et des compléments ;
- le cofinancement de matériel de première transformation des céréales.

6.3 LES ACTIONS SPECIFIQUES PAR ZONE

Les propositions ci-dessus présentées constituent un cadre général d'orientations techniques et organisationnelles, géographiquement réparties dans l'espace agricole et pastoral de l'Oudalan. Reste que le processus de concertation engagé avec les producteurs et leurs organisations, les services d'appui (services de l'Etat, ONG, Projets...) et certains des acteurs de l'environnement économique (commerçants, artisans...) se doit d'être poursuivi et approfondi pour aboutir à des propositions contractuelles de micro-réalisations s'insérant dans le cadre des stratégies des producteurs.

Les micro-réalisations sont issues des desiderata des populations de l'Oudalan.

Il ressort des investigations menées auprès des populations un programme provisoire (voir fiches techniques, volume 2) d'un coût d'environ 226,07 millions de F CFA décomposé comme suit :

- infrastructures hydrauliques	83,15 millions (36,8 %)
- reconstitution du troupeau, embouche, production agricole et laitière	75,58 millions (33,4 %)
- approvisionnement en céréales	8,32 millions (3,7 %)
- petit commerce, artisanat, petite industrie	5,61 millions (2,5 %)
- mise en défens	21,5 millions (9,5 %)
- maraîchage	0,79 millions (0,3 %)
- appui à l'ACECO	21 millions (9,3 %)
- formation	10,12 millions (4,5 %)

La répartition des coûts par microréalisation, par zone et par village figure dans les annexes 1 à 3.

La répartition des charges entre les différents acteurs (bailleurs de fonds et bénéficiaires) dont les détails sont présentés en annexe 4 se présente comme suit :

- bailleurs de fond : 199,5 millions soit 88 % du coût du programme, dont 114,2 millions sous forme de subvention (soit 50 % du financement recherché) et 85,3 millions sous forme de crédit (soit 38 %) :

- bénéficiaires : 26,57 millions Cela représente 12 % du coût du programme. Ce taux est assez faible si l'on considère les termes de la convention de Lomé IV en matière de micro-réalisations qui fixent la participation des bénéficiaires à environ 1/4 (25 %) du coût total. Mais si l'on prend en compte le remboursement qui est aussi une forme de participation des bénéficiaires au financement, l'on aura un taux de 49,5 %, ce qui prend bien en compte les exigences des dits termes.

Compte tenu de l'importance du programme et de la nécessité de tester la démarche en vue d'un programme de microréalisations plus important s'insérant dans le cadre des stratégies des producteurs, des actions prioritaires sont proposées en 1ère année, (cf tableau N° 6.1). Leur mise en oeuvre pourrait se poursuivre en 2ème année. C'est pendant cette première année que sera ficelé le programme dont l'exécution pourrait couvrir 3 à 4 ans.

De l'analyse dudit tableau, on retiendra que le volet hydraulique à lui seul représente environ 51 % du programme. Suivent le renforcement de l'ACECO et le matériel agricole avec 13,5 % et 11,37 %.

Tableau n° 6.1 : Programme prioritaire (financement demandé)
(x 1 000 F CFA)

Zones	1	2	3	4	5	6	7	8	Totaux
Actions									
Embouche bovine						6200			6 200
Embouche ovine			1084,885			1 750			2834,885
Renforcement ACECO						16 000			16 000
Mise en défens					10000				10 000
Matériel agricole			1976,88		5000			1348,1	8324,98
Approvisionnement céréales		300	5 300					2 220	7 820
Commerce petits ruminants									
Maraîchage			450					340	790
Petit commerce						500		300	800
Artisanat		956						300	1 256
Hydraulique	16200				14700	14 700		14 700	60 300
Totaux	16200	1256	8811,765		29700	39 150		19208,1	114325,865

Compte tenu des conditions spécifiques du milieu, le volet hydraulique, le renforcement de l'ACECO et la mise en défens qui représentent 86,3 millions F CFA soit environ 75 % du programme pourront être financés à fonds perdus. Les autres actions seront financées à crédit.

Ce programme prioritaire sera mis en oeuvre dans les villages test mentionnés au tableau 6.2.

Tableau 6.2. : Liste des villages du programme prioritaire

Actions	Villages
Embouche bovine	Gorom-Gorom
Embouche ovine	Gorom-Gorom, Markoye
Renforcement ACECO	Gorom-Gorom
Mise en défens	Gountouwala
Matériels agricoles	Salmossi, Gountouwala, Korizéna
Approvisionnement céréales	Timidawas (Darkoye), Markoye, Korizéna, Débéré
Maraîchage	Salmossi, Markoye, Débéré, Saouga
Petit commerce	Beiga, Korizéna
Artisanat	Timidawas (Darkoye), Saouga
Hydraulique	Boguel Younous, Gountouwala, Beiga, Dembam

VII. CONSIDERATIONS TECHNICO-ECONOMIQUES

7.1 CONSIDERATIONS TECHNIQUES

Les projets passés se sont intéressés aux aspects techniques des opérations à mener et les résultats sont connus dès que le "projet prend fin" : l'homme pour lequel le projet a été initié sans qu'il ne soit consulté retourne à ses anciennes occupations sans autre forme de procès.

Les micro-réalisations telles que conçues auront un impact certain dans divers domaines :

7.1.1 A long terme

- * Formation des producteurs et des encadreurs pour leur assurer un meilleur avenir économique.
- * Former les producteurs pour la gestion des parcours et de l'eau a toujours été l'objectif recherché par tous les projets oeuvrant en milieu pastoral.
- * Les mises en défens sont les moyens les plus sûrs pour une régénération de la flore, de la faune et surtout des sols sahéliens qui subissent les érosions éolienne et hydrique intenses par manque de végétation. Cette technique permet aussi aux agro-pasteurs de comprendre le bien fondé des jachères.
- * Les actions tendant à améliorer les productions animales auront un effet certain sur le cheptel aux plans santé, alimentation et exploitation.

7.1.2 A moyen et court terme

- * La production laitière si elle est améliorée contribuera à diminuer les dépenses familiales (lait en boîte) et les personnes fragiles (jeunes et âgées) verront leur bol alimentaire enrichi. En outre, il y a corrélation entre la consommation du lait et des céréales : quand la consommation en lait augmente, celle des céréales diminue. C'est une tendance qui milite en faveur de la production laitière.
- * L'embouche ovine et bovine contribue de façon notable à toute la région : les animaux engraisés sont vendus généralement aux exportateurs de bétail qui viennent de loin injecter de l'argent frais dans le circuit économique.
- * La confection des diguettes suivant les courbes de niveau améliore le bilan hydrique des sols par conséquent apportent de meilleures récoltes. L'érosion est limitée et les rendements en céréales augmentent de 10 %..

* La redynamisation des G.V. par un encadrement, en quantité et en qualité, permettra à court terme un diagnostic précis des vraies contraintes rencontrées par l'élevage sahélien.

* La fourniture d'un matériel agricole adapté, la pratique des cultures susceptibles de faire "décoller" l'économie sahélienne.

* L'approche "micro-réalisations" est réaliste dans la mesure où "toutes les approches prônent la prise en charge des populations par elles-mêmes, la réalité reste que les populations ne sont pas toujours associées aux prises de décision, ce qui voue à l'échec des programmes définis"⁽¹⁾.

7.2 CONSIDERATIONS ECONOMIQUES

Les microréalisations étant un ensemble de projets pluri-sectoriels, les études d'identification ont montré que hormis quelques investissements à caractère social, le reste du programme envisagé est rentable au plan financier.

Pour illustration, l'embouche bovine et ovine, la production laitière et le maraîchage feront l'objet d'une analyse approfondie.

7.2.1 Embouche bovine et ovine

L'embouche bovine est pratiquée traditionnellement dans la zone, mais à petite échelle. Le projet d'embouche envisagé par le G.V. de Markoye obéit à deux soucis majeurs : utilisation optimale du disponible fourrager, garantir une pérennisation des activités pastorales et en tirer le maximum de revenu.

7.2.1.1 Objectifs

Les objectifs immédiats sont :

- production de viande de qualité sur la base des ressources fourragères disponibles ;
- amélioration du revenu des producteurs ;
- accroître la productivité des animaux ;
- prise en charge par les populations elles-mêmes de leurs besoins pour un développement à long terme ;
- améliorer les circuits de commercialisation.

(1) Mme SAWADOGO Séraphine : "Appui au P.S.B." volet élevage, projet BKF/91/C01

7.2.1.2 Effets attendus

Les principaux bénéfices de l'opération se résument ainsi :

- augmentation du Gain Moyen Quotidien (GMQ) même en saison sèche ;
- en embouche ovine un GMQ de 200 g est attendu, soit un gain total de 24 kg en 120 jours ;
- en embouche bovine, un GMQ de 700 g soit 84 kg en 120 j ;
- augmentation du taux de fertilité des sols et des rendements en céréales suite à l'utilisation de la fumure organique recueillie ;
- amélioration des conditions de marché par les produits de qualité offerts à la clientèle ;
- augmentation de la production laitière et son maintien en saison sèche.

7.2.1.3 Analyse économique (embouche - lait)

Les conditions de calcul sont :

- utilisation du matériel d'élevage en commun amorti à 100 % par l'activité embouche ;
- pour la main d'oeuvre, on estime qu'une personne adulte est occupée à 75 % et un enfant occupé à plein temps à 25 %. Le nombre d'actifs dépend du nombre d'animaux.

Dans le cas de l'embouche à Markoye et Gorom-Gorom, le nombre de personnes impliquées par atelier est de 10.

Le taux de rémunération de cette main d'oeuvre est emprunté aux expériences menées par le PEDI de Kaya (Projet d'Exécution de Développement Intégré), du PPRA de Ouahigouya (Projet Petits Ruminants et Aviculture), de la CNCA. Ces conclusions sont :

15 000 F CFA/mois/atelier de 15 ovins
15 000 F CFA/mois/atelier de 10 bovins

Quant aux autres données, elles concernent l'alimentation, la santé, le choix et le prix des animaux, l'organisation des producteurs, la formation et la commercialisation.

A) EMBOUCHE BOVINE (CAS DE MARKOYE)a) Choix des animaux

Zébu mâle, 200 kg poids vif moyen, âgé de 3 - 4 ans.

b) Alimentation et coût par individu

	Quantité	Coût Unitaire	Coût total
- Graines de coton	2 kg	20	40
- foin de brousse + tiges de céréales	2 kg	10	20
- foin et culture fourrages	1 kg	10	10
- son de blé	0,500 kg	37	18,5
- sel	0,02 kg	150	3
TOTAL			91,5

Soit pour l'embouche de 120 j et par animal

91,5 F CFA x 120 = 10 980 F CFA/animal

c) Santé animale

	F CFA
Vaccins (peste-péri)	40
déparasitants	500
pastereulox	30
carbosympto	20
autres traitements	250
	<hr/> 840

B) EMBOUCHE OVINE (MARKOYE - KORIZENA - BEIGA)

La démarche est semblable à celle de l'embouche bovine.

a) Choix des animaux

Bali-bali, mâle de 30 kg vif au départ ou le mouton maure à poils ras ayant les mêmes caractéristiques.

b) Alimentation

55 F CFA/animal/jour, soit pour 90 j : $90 \times 55 = 4\,950$ F CFA/animal.

c) Santé animale : 400 F CFA/animal

C) LAIT (MARKOYE - YOMBOLI)a) Choix des animaux

Femelle au début de lactation ou lactante, de bonne conformation et en bonne santé (les critères zootechniques du choix des femelles existent tant au niveau des techniciens que des producteurs).

b) Alimentation

Soit pour 210 j : $210 \times 65 \text{ F CFA} = 13\,650 \text{ F CFA/animal}$

c) Santé animale = 840 F CFA/animal

RESULTATSEMBOUCHE BOVINEa) Charges de production

	<u>F CFA</u>
- Achat des animaux $200 \times 50\,000 \text{ F CFA}$	10 000 000
- Alimentation $200 \times 10\,980 \text{ F CFA}$	2 196 000
- Santé animale $200 \times 840 \text{ F CFA}$	168 000
- Amortissement matériel élevage (3 ans)	
. charrettes à traction bovine	465 697
. charrettes à traction asine	313 257
200	
- Main d'oeuvre ---- x $15\,000 \text{ F CFA}$	300 000
10	
	500 000 F CFA
- étables - hangar (5 ans) -----	100 000
5	
<u>TOTAL CHARGES</u>	<u>13 542 954</u>

b) Recettes

A raison de 700 g/j pendant 120 j, chaque animal pèsera 284 kg (gain de 84 kg).

Suivant les mercuriales de la zone, cet animal vaudra, à raison de 300 F CFA le kg vif : $284 \times 300 = 85\,200$ F CFA.

En admettant une perte de 5 %, cela donne pour l'ensemble :

$$(85\,200 \times 200) \times 0,95 = 16\,188\,000 \text{ F CFA}$$

En outre, on estime à environ 3 à 4 t de fumier par animal dans ce genre d'atelier, soit une production de 600 tonnes en hypothèse basse.

A raison de 1 500 F la tonne :

$$600 \times 1\,500 = 900\,000 \text{ F CFA}$$

La recette globale est donc de :

$$16\,188\,000 + 900\,000 = 17\,088\,000 \text{ F CFA}$$

La plus value globale est :

$$17\,088\,000 - 13\,542\,954 = 3\,545\,046 \text{ F CFA}$$

EMBOUCHE OVINEa) Charges de production

- Achat des animaux (45 x 6 000)	=	270 000
- Alimentation 4 950 x 45	=	222 750
- Santé animale 400 x 45	=	18 000
- Amortissement matériel, élevage (individuel sur 3 ans), forfait	=	2 000
	45	
- Main d'oeuvre 15 000 x ----	=	45 000
	15	
		<hr/> 557 750

b) Recettes

Le gain quotidien espéré avec ces races de grande taille est estimé à 250 g.

Pour 90 jours, cela donne 22,5 kg de gain par animal.

En fin d'opération chaque animal pèsera plus ou moins 52,5 kg, arrondi à 50 kg.

Ce genre d'animal, destiné à l'exportation ou aux fêtes religieuses (Tabaski, Baptêmes, etc.) se vend à environ 30 000 à 35 000 dans la zone. Cela donne globalement :

$$45 \times 30\,000 = 1\,350\,000 \text{ F CFA}$$

$$\text{En admettant une perte de } 3\% : 1\,309\,500 \text{ F CFA}$$

Le bénéfice brut est de :

$$1\,309\,500 - 557\,750 = 751\,750$$

Production laitière (Markoye - Yomboli)

Cette opération intéresse environ 10 familles des G.V. intéressés et concerne en moyenne 3 vaches lactantes par famille.

Le choix des animaux est fait suivant le commémoratif de production de l'animal, généralement la femelle dont la prolificité a été constatée.

Il s'agit de maintenir ces productrices en lactation pendant les 210 jours de la saison sèche, avec une moyenne exploitable de 2,5 l/j.

Pour ce faire, il faut une alimentation complémentaire et supplémentaire correctes, une santé normale.

a) Alimentation

	Quantité(kg)	Coût Unitaire	Coût total
- Graines de coton	0,500	20	10
- foin de brousse + tiges de céréales	2	10	20
- foin de culture fourrages	1	10	10
- tourteaux de coton	0,500	37	18,5
- son de blé	0,200	40	8
- sel	0,02	-	5
TOTAL			71,5

10 familles x 3 vaches = 30

30 x 71,5 x 210 = 450 450

b) Santé

840 x 30 = 25 200

Les charges de production se limitent à l'alimentation et à la santé, car les bénéficiaires ne font aucun investissement dans ce genre d'opération.

c) Recette

A raison de 2,5 l/j exploitables, les 30 vaches produiront en 210 j:

30 x 2,5 x 210 = 15 750 litres de lait

La vente de ce lait, en frais ou caillé, donne à raison de 100 F CFA le litre :

15 750 x 100 = 1 575 000 F CFA

Bénéfice brut monétaire :

1 575 000 - (450 450 + 25 200) = 1 092 550 F CFA

Hormis le bénéfice monétaire, cette production laitière supplémentaire diminue la consommation céréalière de façon significative.

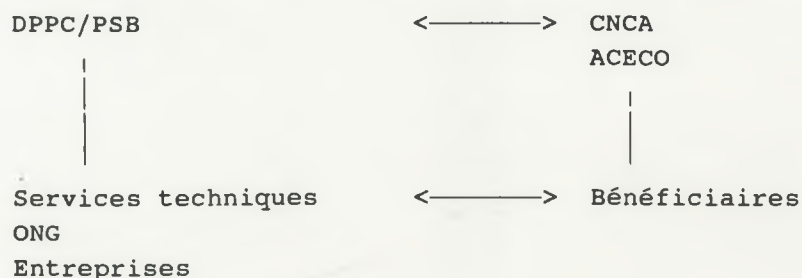
En conclusion, la production laitière semble être l'opération la plus rentable dans l'absolu par son impact sur la famine engendrée par le déficit chronique de la zone en céréales.

VIII. CADRE INSTITUTIONNEL

Les micro-réalisations envisagées étant issues des besoins exprimés par les populations elles-mêmes, le cadre institutionnel doit être léger, souple.

L'Agence d'exécution, en l'occurrence la DPPC/PSB, utilisera les forces existantes sur le terrain tels que les services techniques de l'Etat, les ONG spécialisées et les entreprises privées de la zone.

La DPPC/PSB, coordinatrice de toutes les activités de développement de la province, sera en relation étroite avec la CNCA et l'ACECO - Sahel Action pour les problèmes du crédit.



8.1 REALISATION DES INFRASTRUCTURES

8.1.1 Infrastructures hydrauliques

L'Union Fraternelle des Croyants de Gorom a une expérience en matière d'aménagement de mares, creusement de boullis, construction de puits, de forages et entretien de pompes. Son niveau d'équipement actuel peut lui permettre de réaliser ce volet dont il exécutera les études sommaires.

8.1.2 Autres infrastructures

Pour les autres infrastructures, notamment les bâtiments, les travaux d'exécution seront confiés à des entreprises locales de bâtiment.

Dans les 2 cas, les études ainsi que le contrôle technique seront supervisés par les services techniques de l'Etat.

8.2 GESTION DU CREDIT

Les opérations de crédit représentent environ 24,4 % du coût du programme. Le faible taux de recouvrement (4 à 7 %) a contraint la CNCA à se retirer de la zone.

Néanmoins nous restons persuadés que le Sahélien ne se développera que si on lui apprend progressivement à entrer dans une économie de marché.

Les opérations de crédit seront confiées en conséquence à l'ACECO appuyée par SAHEL ACTION. La CNCA sera néanmoins sollicitée pour l'encadrement technique de l'ACECO.

En conséquence, le scénario suggéré est le suivant :

Le FED met des fonds à la disposition de l'agence d'exécution auprès de la CNCA, qui est en rapport avec l'ACECO et SAHEL ACTION, chargés du recouvrement du crédit placé au titre des microréalisations. Ce crédit récupéré sera placé auprès de la CNCA, pour réinvestissement éventuel pour d'autres actions.

ACECO-SAHEL-ACTION, assureront la formation des producteurs en gestion, commercialisation, moyennant une rétribution.

Sahel-Action qui mène des actions de promotion du crédit en milieu rural, est donc consultée, voire intimement liée à l'action. Cette ONG propose, à partir d'un bilan de la situation des bénéficiaires potentiels, la démarche suivante :

"1) La garantie du remboursement par une caution solidaire adaptée au contexte africain.

2) Le choix par les clients des activités à financer, à condition que ces activités soient rentables.

3) Les montants et les modalités de remboursement devraient être adaptés au système de production.

4) Le coût de gestion de ce type de crédit devrait être le plus faible possible par une simplification maximale des opérations de gestion.

5) Les règles du crédit devraient rendre possible la participation et l'implication nécessaire des clients dans les prises de décision".

L'ACECO qui encadre 21 Caisse d'Epargne et de Crédit (CEC) bénéficie de ce fait d'une solide base de travail.

En effet, pour que le système soit efficace, il faut que les villageois soient organisés (GV) et que leur caisse soit régulièrement alimentée au niveau de l'ACECO.

8.3 LE RÔLE DES SERVICES TECHNIQUES

Dans la réalité, les services techniques (SPE, SPET, SPA) apporteront leur concours direct dans le cadre des missions de service public aux groupements villageois dans les domaines de la production animale et végétale.

Pour le secteur de l'eau qui ne bénéficie pas d'une décentralisation au niveau provincial, à défaut d'une compétence en la matière au sein de la cellule provinciale du PSB, la Direction Régionale de Dori sera sollicitée pour l'approbation des dossiers techniques et la réception des ouvrages qui ouvre droit à paiement.

Dans l'accomplissement de la mission des services techniques, le Comité Provincial de Coordination du PSB devrait prendre les mesures nécessaires au cas où des difficultés apparaîtraient.

8.4 L'UNION DES GROUPEMENTS VILLAGEOIS DE L'LOUDALAN

Le rôle que peut jouer l'UGVO est la fourniture de services comme la vente de céréales, de sous-produits agro-industriels éventuellement la location de ses moyens de transport et la résolution du problème de commerce du bétail.

Cependant, lors de nos investigations, il est apparu que le Président de l'UGVO est aussi Président de la Coordination Régionale des Unions du Sahel Burkinabè (C.R.U.S.B.). Cet état de fait peut être intéressant dans la mesure où tous les groupements interviewés sont membres de l'UGVO ou de l'UPGEO. Donc en cas de défaillance de l'UGVO pour la fourniture des services, le relais sera facile.

Ce rôle de "commerçant" de l'UGVO se traduit par le découpage de la Province en 6 zones possédant chacune un magasin de stockage : Salmossi, Markoye, Saouga, Korizéna, Oursi et Gorom-Gorom. Ces magasins servent tant pour les céréales que pour les sous-produits agro-industriels.

Au plan institutionnel donc, l'UGVO sera en rapport avec l'ACECO pour la récupération de ses crédits dans le cadre de l'achat de céréales par les G.V. déposant leurs fonds dans cette institution.

8.5 COORDINATION ET GESTION DES FONDS DU PROGRAMME

L'UFC, l'ACECO-SAHEL-ACTION, l'UGVO et l'UPGEO appuyés par les services techniques décentralisés dans le cadre des missions de service public à eux dévolus exécuteront le programme dont la coordination et la gestion des fonds, incomberont au Comité Provincial de Coordination du PSB.

Il est cependant indiqué qu'un cadre de concertation comprenant les acteurs ci-dessus, et le bailleur puisse se réunir 1 à 2 fois par an sur le terrain pour suivre l'exécution du programme. Il aura l'avantage de réorienter suffisamment à temps les opérations dans le cadre de la recherche de meilleure exécution. Si les mesures d'accompagnement ci-dessous sont acceptées, pendant une année l'équipe pluridisciplinaire évoquée participera à ce cadre de concertation auquel le dossier de microréalisations mieux ficelé sera présenté.

8.6 SUIVI-EVALUATION

Le suivi du programme sera assuré par la coordination provinciale du PSB en rapport avec les services techniques provinciaux de l'Etat et ce sur la base du système de suivi (après identification des indicateurs pertinents) à mettre en place par l'équipe pluridisciplinaire au cours de la première année de l'exécution du programme test.

En vue d'un éventuel réajustement du programme pour tenir compte des besoins réels des populations ressentis au fil des ans, l'évaluation du projet en trois temps s'avère nécessaire :

- évaluation interne des activités de façon permanente ;
- évaluation à mi-parcours (au bout de 3 ans) ;
- évaluation à la fin du projet (au bout de 5 ans).

La durée d'intervention dans les cas de suivi-évaluation mis parcours et final ne doit pas excéder 1 mois. L'équipe pluridisciplinaire chargée des évaluations (de préférence la même équipe pour les deux évaluations) doit être étrangère au projet et différente de celle qui a conçu le programme. Elle sera composée de :

- pastoraliste
- agro-économiste
- ingénieur Génie Rural

IX. BUDGET DE FONCTIONNEMENT

Ce budget représentera la part de l'Etat dans l'exécution des micro-réalisations.

Il concernera essentiellement les salaires, indemnités versés aux agents de l'Etat, le reste des charges étant supporté par le projet.

9.1 A LA CHARGE DE L'ETAT

Le temps de travail que consacreront les agents de l'Etat aux micro-réalisations, pour qu'il y ait efficacité, doit être au moins égal à 50 % du temps ouvrable normal, soit 130 jours.

Les agents impliqués proviennent des services suivants :

- Service provincial des Ressources Animales (S.P.R.A.)
- Service Provincial de l'Agriculture (S.P.A.)
- Service Provincial de l'Environnement et du Tourisme (S.P.E.T.)
- Service Provincial de l'Organisation et de la Formation Professionnelle des Producteurs (S.P.O.F.P.P.)
- Direction Provinciale du Plan et de la Coopération (D.P.P.C.)

9.1.1 Service Provincial des Ressources Animales

- 1 Docteur Vétérinaire :	150 000 x 130	=	650 000
	30		
- 1 Ingénieur d'Elevage :	150 000 x 130	=	650 000
	30		
- 1 Assistant d'Elevage :	120 000 x 130	=	520 000
	30		
- 4 Infirmiers Vétérinaires :	80 000 x 130	=	347 000
	30		
- 1 Encadreur :	35 000 x 130	=	152 000
	30		
- 1 Chauffeur :	35 000 x 130	=	152 000
	30		
<u>TOTAL</u>			2 471 000

9.1.2 Service Provincial de l'Agriculture

Chef SPA (CTAS) :	80 000 x 130	=	347 000
	30		
6 Encadreurs :	6 x 35 000 x 130	=	910 000
	30		
1 Chauffeur :	35 000 x 130	=	152 000
	30		
			1 409 000

9.1.3 Service Provincial de l'Environnement et du Tourisme

Chef SPET :	80 000 x 130	=	347 000
	30		
4 Préposés :	4 x 65 000 x 130	=	1 127 000
	30		
1 Chauffeur :	35 000 x 130	=	152 000
	30		
			1 626 000

9.1.4 Service Provincial de l'Organisation et de la Formation

2 Agents :	2 x 65 000 x 130	=	563 000
	30		

9.1.5 Direction Provinciale du Plan et de la Coopération

3 cadres	: 3 x 150 000 x 130	= 1 950 000

	30	
1 chauffeur	: 35 000 x 130	= 152 000

	30	
		<u>2 102 000</u>

9.1.6 Récapitulatif

Services	Charges x 1 000 F CFA
SPRA	2 471
SPA	1 409
SPET	1 626
SPOFPP	563
DPPC	2 102
TOTAL	8 171

Les charges de l'Etat couvrant une période de 5 ans s'élèvent à 40 855 000 F CFA.

9.2 A LA CHARGE DU PROJET9.2.1 Suivi-Evaluation

Ce suivi-évaluation est permanent et prévoit des actions de terrain sous forme de missions d'appui/supervision.

Cette opération sera menée conjointement par les services techniques décentralisés, le bailleur de fonds et l'Agence d'exécution.

9.2.1.1 Indemnités diverses (2 500 F/Jour)

En admettant que sur les 130 jours que les agents de l'Etat consacrent au projet, 20 jours soient des déplacements, cela donne à la charge du projet :

- SPRA	: 20 j x 6 agents x 2 500	= 300 000
- SPA	: 20 j x 3 agents x 2 500	= 150 000
- SPET	: 20 j x 6 agents x 2 500	= 300 000
- SPOFPP	: 20 j x 2 agents x 2 500	= 100 000
- DPPC	: 20 j x 4 agents x 2 500	= 200 000
		<u>1 050 000</u>
	<u>TOTAL</u>	

soit pour 5 ans, un montant total de 5 250 000 F CFA.

9.2.1.2 Renforcement de la logistique de la DPPC/PSB)

Pour assurer les diverses visites sur le terrain (évaluation interne), il est nécessaire de renforcer les moyens logistiques dont dispose la DPPC/PSB.

- 2 motocyclettes cross (HT) 800 000 x 2	= 1 600 000 F CFA
- 1 véhicules 4 x 4 (HT)	= 8 000 000 F CFA
Fonctionnement et entretien du véhicule (20 % de la valeur d'achat) par an) :	
(1 600 000 + 8 000 000) x 1,2 x 5	= 9 600 000 F CFA
<u>TOTAL</u>	19 200 000 F CFA
<u>Total suivi-évaluation interne</u> =	
5 250 000 + 19 200 000	24 450 000 F CFA

9.2.2 Suivi-évaluation de mi-parcours et final

Ces suivi-évaluations nécessitent l'intervention d'une équipe composée de 3 techniciens.

Le temps de travail est de 3 semaines dont 2 semaines de terrain et 1 semaine de rédaction, soit donc pour les 2 évaluations :

2 x 0,75 H/mois x 3 x 1 500 000 F CFA/Hmois	= 6 750 000 F CFA
Rédaction et édition des rapports (forfait) (500 000 x 2)	= 1 000 000 F CFA
<u>TOTAL</u>	7 750 000 F CFA

9.2.4 Récapitulatif

Désignation	Montant x 1 000 F CFA
Suivi-évaluation interne	24 450
Suivi-évaluation Mi-parcours - final	7 750
TOTAL	32 200

9.3. TOTAL BUDGET DE FONCTIONNEMENT

Charges de l'Etat	40 855 000 F CFA
Charges du projet	32 200 000 F CFA
	73 055 000 F CFA

X. LES MESURES D'ACCOMPAGNEMENT

L'élaboration d'un programme structuré et cohérent de microréalisations fondé sur un diagnostic concerté des problèmes, des potentialités et des marges de progrès nécessite la prise en compte d'un temps de concertation pour le choix des propositions techniques et surtout organisationnelles.

C'est pour cela que nous suggérons, parallèlement aux opérations de terrain et en première année qu'une équipe pluridisciplinaire s'attelle aux tâches suivantes :

- approfondir le diagnostic initial
- situer l'intervention du programme dans le contexte historique des sociétés concernées
- approfondir les diagnostics concertés dans chacune des 8 zones identifiées
- mieux connaître les unités de productions familiales (UPF) et préparer le suivi
- finaliser le programme contractuel des microréalisations
- mettre en place un système de suivi.

Le détail des actions figure à l'annexe 5.

Cette équipe pluridisciplinaire qui pourrait relever du secteur privé appuiera éventuellement les acteurs pendant cette période dans l'exécution de la tranche annuelle du programme.

Le coût de ces mesures d'accompagnement à la charge du projet est estimé à 34,36 millions réparti comme suit :

Etudes complémentaires : 13 020 000 F CFA

Assistance technique (appui aux acteurs) : 7 500 000 F CFA

CONCLUSION GENERALE

L'élan de générosité qu'ont suscité les sécheresses de 73-74 et 83-84, a drainé mille et un projets dans les provinces sahéliennes. Les donateurs, à partir de bons sentiments se sont lancés dans la bataille sans concertation préalable avec les populations bénéficiaires. Certaines actions d'urgence, comme la sécurisation alimentaire, ont été acceptées, mais ont créé un esprit d'assistés permanents qu'il est aujourd'hui difficile de corriger.

Les autres actions de développement, qui s'appuient sur des thèmes techniques nouveaux, ont été "projetées" sur le terrain sans qu'elles n'aient été explicitées, discutées, amendées par les acteurs bénéficiaires.

Les échecs ont été nombreux et le seront encore si une période de sensibilisation, plus ou moins longue, n'est pas observée. Et c'est à cela que l'étude d'identification des microréalisations s'est attelée au travers de sa méthodologie.

Les interviews des groupements, des individus et des services techniques ont mis en défaut une politique d'intervention en milieu éleveur au Sahel : l'éleveur vrai est un fin zootechnicien qu'il s'agit de convaincre par la persuasion et non par un enseignement qu'il n'agrée pas. Or la persuasion est possible si l'occasion lui est donnée de dialoguer dévoilant par là sa philosophie et ses aspirations pour un meilleur devenir.

Les microréalisations vont dans le sens de leurs aspirations et si un système de suivi-évaluation efficace est mis en place, le capital-bétail, l'outil de travail de l'éleveur, s'intégrera dans une économie de marché en voie d'expansion dans l'Oudalan.

Le coût global du programme estimé à 319,645 millions est réparti comme suit :

- budget de fonctionnement	= 73,055 millions
- coût des micro-réalisations	= 226,07 millions
- coût des mesures d'accompagnement	= 20,520 millions

BIBLIOGRAPHIE

1. A.L.G. : Etude du programme de développement de l'élevage dans la région du Liptako-Gourma - Décembre 1991
 2. Benoît Michel : Introduction à la géographie des aires pastorales soudaniennes de Haute-Volta - ORSTOM - 1977
 3. Berhaut J. - Flore du Sénégal - 2è édition 1967
 4. Buzinco Edouard : Inventaire des barrages, des retenues d'eau (boulis), des mares, des terres irrigables, des bas-fonds et de périmètres maraîchers du Sahel burkinabè - (Oudalan, Séno, Soum) - Juin 1989
 5. CNEA - Liste des prix - 1990
 6. CRPA du Sahel : Document de synthèse sur la politique de crédit au CRPA du Sahel - Avril 1991
 7. Elsasser KONRAD : le projet de promotion du crédit rural - 1991
 8. FAO/CILLS : Petit manuel de vulgarisation des plantes fourragères et améliorantes en zone soudano - sahélienne - 1984
 9. FED - Projet de développement de l'élevage dans l'ORD du Sahel
 10. Haut-Commissariat Oudalan : Compte rendu de la réunion des ONG et projets de l'Oudalan
 11. Haut-Commissariat Oudalan : Avant projet du deuxième plan quinquennal de développement populaire de l'Oudalan - 1991 - 1995
 12. INSD - Recensement général de la population - 1985
 13. Italco S. PA : Enquête territoriale en vue de la réalisation des cartes suivantes :
 - Végétation réelle
 - Potentialité hydrographique
 - Itinéraire de transhumance dans les provinces sahéliennes du Burkina-Faso (Soum, Séno, Oudalan) - Mai 1987
 14. Kafando Georges - Diagnostic socio-économique du Sahel et étude d'aménagement de 9 points d'eau - Mai 1990
 15. Liptako-Gourma : Etude de factibilité du programme de création des points d'eau du Liptako - Gourma - Mars 1981
- Pallas P. : Hydraulique pastorale - Rome 1986

16. P.S.B. - Rapport n° 5 : Economie et Planification - Août 1986
17. Projet bilan d'eau : Inventaire des forages - Province : Oudalan - Mai 1992
18. MAE/SG/ORD Sahel : Séminaire régional de réflexion sur la lutte contre la sécheresse et la désertification dans le sahel Burkinabè (Provinces : Séno, Soum, Oudalan) Janvier 1987
19. MAE/SEEL - Etude prospective du sous-secteur élevage à l'horizon - 2.000 - 1991
20. MAE/SEEL/SG/DEP : Bulletin annuel statistique de l'élevage - 1990
21. M.E.T. - Les zones socio-économiques - Description et actions proposées
22. Maizi P1 : Activités féminines et organisations productrices Premiers résultats de recherche Bidi, Kéké, Pettenangue, Nord Yatenga) - Novembre 1988
23. Serpentié, Mersadier, Tezenas du Montcel : Diminution des ressources - Organisation collective et stratégies d'éleveurs paysans au Nord Yatenga - Septembre 1985
24. TAHO A. : Programme de Lutte contre la Désertification dans le développement du Sahel Burkinabè - Ressources en eaux souterraines - 1985
25. Toutain B. : Situation de l'élevage dans le Sahel Voltaïque, face à l'extension agraire
26. Thiéba D. : Rapport d'évaluation de l'ACECO - Mars 1990
27. Yili Thomas : Koudougou Zowindé : carte d'occupation des sols dans le Sahel burkinabè - Juin 1991

SIGLES - ABREVIATIONS

1. ACECO = Association des Caisses d'Epargne et de Crédit de l'Oudal
2. CIDR = Centre International pour le Développement et la Recherche
3. CM = Centre Médical
4. CNCA = Caisse Nationale de Crédit Agricole
5. CRPA = Centre Régional de Promotion Agro-Pastorale
6. CSPS = Centre de Santé et de Promotion Sociale
7. CTAS = Conducteur des Travaux Agricoles Spécialisé
8. DPPC = Direction Provinciale du Plan et de la Coopération
9. DRPC = Direction Régionale du Plan et de la Coopération
10. EAA = Euro Action Accord
11. FAO = Food and Agricultural Organization
12. FED = Fonds Européen de Développement
13. FEER = Fonds de l'Eau et de l'Equipement Rural
14. MAT = Ministère de l'Administration Territoriale
15. MEBAM = Ministère de l'Enseignement de Base et de l'Alphabétisation des Masses
16. OMR = Organisation du Monde Rural
17. ONBAH = Office National des Barrages et des Aménagements Hydroagricoles
18. ONG = Organisation Non Gouvernementale
19. PDQ = Plan de Développement Quinquennal
20. PSB = Programme Sahel Burkinabè
21. SAP = Système d'Alerte Précoce
22. SPA = Service Provincial de l'Agriculture
23. SPAI = Sous Produits Agro-Industriels

- 24. SPE = Service Provincial de l'Elevage
- 25. SPET = Service Provincial de l'Environnement et du Tourisme
- 26. UBT = Unité Bétail Tropical
- 27. UFC = Union Fraternelle des Croyants
- 28. UGEO = Union des Groupements Villageois de l'Oudalan
- 29. UPGEO = Union Provinciale des Groupements d'Eleveurs de l'Oudalan

- 24. SPE = Service Provincial de l'Elevage
- 25. SPET = Service Provincial de l'Environnement et du Tourisme
- 26. UBT = Unité Bétail Tropical
- 27. UFC = Union Fraternelle des Croyants
- 28. UGEO = Union des Groupements Villageois de l'Oudalan
- 29. UPGEO = Union Provinciale des Groupements d'Eleveurs de l'Oudalan

LISTE DES TABLEAUX

	<u>Pages</u>
Tableau 1.1 - Pluviométrie des 5 dernières années	7
Tableau 1.2 - Répartition de la population par département	11
Tableau 3.1 - Inventaire des points d'eau existants	18
Tableau 3.2 - Bilan céréalier	20
Tableau 3.3 - Evolution des productions agricoles de 1985-1990	23
Tableau 3.4 - Situation de l'enseignement primaire et secondaire en 1990 \	24
Tableau 6.1 - Programme prioritaire (millions FCFA)	55
Tableau 6.2 - Liste des villages du programme prioritaire	

ANNEXE 1 : REPARTITION DES COÛTS PAR MICRO-REALISATION

MICRO-REALISATIONS DANS LE DOMAINE DE :	ACTIVITES	ZONE	VILLAGE	COUT PAR (x 1000 F CFA)			
				VILLAGE	ZONE	ACTIVITE	MICRO-REALISATIONS
1. Hydraulique pasto- rale agricole et domestique	Creusement nouveaux boulis	Z1	Boguel Younous	16250	16250	75350	83150
		Z3	Salmossi II	14800	14800		
		Z5	Gountouwala	14800	14800		
		Z6	Béiga	14750	14750		
		Z8	Dembam	14750	14750		
	Nouveaux forages	Z7	Ménégou I	3800	3800	3800	
	Réhabilitation anciens forages	Z1	Féririlio	500	500	1000	
		Z7	Ménégou I	500	500		
	Puits maraichers	Z8	Korizéna	3000	3000	3000	
2. Sécurisation alimentaire	approvisionnement en céréales	Z2	Timidawas (Darkoye)	300	300	8320	8320
		Z3	Markoye	5300	5300		
		Z5	Gountouwala	500	500		
		Z8	Débéré Korizéna	1720 500	2220		
3. Reconstitution des troupeaux	achat animaux	Z2	Timidawas Tina Akof	3000 5000	8000	23000	23000
		Z3	Markoye	5000	5000		
		Z4	Déou	5000	5000		
		Z6	Yomboli	5000	5000		
4. Amélioration des ressources pastorales (mise en défens)	achat grillage piquet	Z3	Markoye	10000	10000	21500	21500
		Z5	Gountouwala	11500	11500		
5. Amélioration des systèmes d'embouche	embouche bovine	Z3	Markoye	16650	16650	27950	36324,385
		Z6	Gorom-Gorom	11300	11300		
	embouche ovine	Z3	Salmossi Markoye	472 534,885	2006,885	8374,385	
		Z6	Béiga	2350	2350		
		Z7	Ménégou I	1250	1250		
		Z8	Débéré Korizéna	1897,5 870	2767,5		

6. Amélioration de la production agricole et laitière	matériels agricoles	23	Salmossi Markoye	3324,38 2326,86	5651,24	12755,99	16255,99
		25	Gountouwala	5000	5000		
		27	Ménégou I	756,65	756,65		
		28	Korizéna	1348,1	1348,1		
	achat S.P.A.I.	23	Markoye	3500	3500	3500	
7. Maraîchage	Crédit pour achat semence, produits phytosanitaires, petits matériels agricoles grillage	23	Salmossi I Markoye	50 400	450	790	790
		28	Débéré Saouga	40 300	340		
8. Petit commerce	Boutique villageoise	23	Salmossi	1000	1000	1000	3100
	achat marchandises	23	Salmossi	500	500	2100	
		26	Beiga	500	500		
		28	Débéré Korizéna Saouga	300 300 500	1100		
9. Artisanat	vannerie	22	Timidawas	956	956	956	1256
	tissage	28	Saouga	300	300	300	
10. Petites industries	moulins à céréales	23	Salmossi	1000	1000	1000	1250
	savonnerie			250	250	250	
11. Formation	Construction ou réfection des centres de formation, équipements (matériels de bureau, matériels didactiques, fonctionnement)	22	Timidawas	500	500	10120	10120
		23	Salmossi	400	400		
		25	Gountouwala	500	500		
		26	Yomboli	8720	8720		
12. Renforcement structurel ACECO	Construction siège et équipements (matériels de bureau, matériels didactiques, logistiques)	26	Gorom-Gorom	19000	19000	21000	21000
	Formation des agents			2000	2000		
COUT TOTAL							226066,375

ANNEXE 2 : REPARTITION DES COUTS PAR ZONE X 1 000 F CFA

Zone	COUT/MICROREALISATION																
	Hydraulique			Approvisionne- ment céréales	Reconstitution troupeaux		Mise en défens	Embouche		Production agricole et laitière	Marai- chage	Petit commerce	Artisanat	Petite industrie	Formation	Renforce- ment ACECO	TOTAUX
	Boulis	Forages	Puits busés		bovins	ovins		ovine	bovine								
Z1	16250	500															16750
Z2				300	7500	500							956		500		9756
Z3	14800			5300	5000		10000	2006,885	16650	9151,24	450	1500		1250	400		66508,125
Z4					5000												5000
Z5	14800			500			11500			5000					500		32300
Z6	14750				5000			2350	11300			500			8720	21000	63620
Z7		4300						1250		756,65							6306,65
Z8	14750		3000	2220				2767,5		1348,1	340	1100	300				25825,6
TOTAUX	75350	4800	3000	8320	22500	500	21500	8374,385	27950	16255,99	790	3100	1256	1250	10120	21000	-
TOTAUX GENERAUX	83150			8320	23000		21500	36324,385		16255,99	790	3100	1256	1250	10120	21000	226066,375

ANNEXE 3 : REPARTITION DES COUTS PAR VILLAGE

ZONE	VILLAGE	COUTS DES MICRO-REALISATIONS x 1000 F CFA
1	Bouguel Younous	16250
	Féririlio	500
2	Timidawas	4756
	Tin Akof	5000
3	Markoye	44711,745
	Salmossi	21796,38
4	Déou	5000
5	Gountouwala	32300
6	Gorom-Gorom	32300
	Béiga	17600
	Yomboli	13720
7	Ménégou I	6306,650
8	Débéré	3957,5
	Dembam	14750
	Korizena	6018,1
	Saouga	1100
COUT TOTAL		226066,375

ANNEXE 4 : REPARTITION DES CHARGES ENTRE BAILLEURS - BENEFICIAIRES - ETAT
COUT X 1 000 F CFA

N° zone	Village	Micro-réalisations	Coût total	Participation FED			Participation des bénéficiaires	Participation de l'Etat
				Subvention	Crédit	Total		
1	Feririlio	Réhabilitation pompe	500	300	-	300	200	-
	Boguel - Younous	Creusement d'un boulis	16 250	16 200	-	16 200	50	appui technique (PSB)
2	Timidawas (Darkoye)	Reconstitution des troupeaux, commerce petits ruminants - approvisionnement céréales - artisanat - formation	4 756	400	4 256	4 656	100	encadreurs
	Tin Akof	Reconstitution des troupeaux	5 000	-	5 000	5 000	-	encadreurs
3	Markoye	Embouche bovine - mise en défens - matériels agricoles - creusement boulis - approvisionnement céréales - production laitière - maraichage - reconstitution des troupeaux	44711,745	-	38161,745	38161,745	6 550	encadreurs appui technique PSB
	Salmossi	Creusement boulis - traitement des sites anti-érosifs - petit commerce	21796,38	15 800	4235,38	20035,38	1 761	encadreurs appui technique PSB
4	Déou	Reconstitution des troupeaux	5 000	-	5 000	5 000	-	encadreurs
5	Gountouwala	Formation aux techniques culturales - mise en défens - amélioration des ressources en eau	32 300	15 800	15 000	30 800	1 500	encadreurs appui technique PSB
6	Gorom-Gorom	Renforcement structurel de l'ACECO - embouche bovine	32 300	21 200	1 000	32 200	10 100	encadreurs
	Beiga	Embouche ovine - maraichage - petit commerce	17 600	15 500	1 450	16 950	650	encadreurs
	Yomboli	Formation en gestion - maraichage - nutrition et cultures fourragères	13 720	8 020	2 500	10 520	3 200	encadreurs
7	Ménégou I	Forages - équipements agricoles approvisionnement SPAI	6306,65	3 800	1756,65	5556,65	750	appui PSB + encadreurs
8	Débéré	Petit commerce - embouche ovine	3957,5	-	3249,5	3249,5	708	encadreurs
	Dembam	Creusement d'un boulis	14 750	14 700	-	14 700	50	appui technique PSB
	Korizéna	Traitement sites anti-érosifs - matériels agricoles - maraichage	6018,1	2 500	2568,1	5068,1	950	encadreurs
	Saouga	Petit commerce - maraichage - tissage	1 100	-	1 100	1 100	650	encadreurs
COUT DU PROGRAMME			226066,375	114220	85277,375	199497,375	26 569	

ANNEXE 5 : ACTIONS DE 1RE ANNEE

L'élaboration d'un programme structuré et cohérent de micro-réalisations fondé sur un diagnostic concerté des problèmes, des potentialités et des marges de progrès nécessite la prise en compte d'un temps de concertation pour le choix des propositions techniques et surtout organisationnelles. Est donc proposée parallèlement à la première phase, la réalisation des actions suivantes qui pourraient déboucher à terme sur un programme plus ambitieux.

Ce programme global de propositions émanant de la base et partiellement discuté compte tenu des moyens d'investigation au regard de la démarche sera exécuté en deux tranches.

La première d'une durée d'un à deux ans sera localisée sur un nombre limité de collectivités et de villages.

1. Tester dans des zones significatives des problématiques agricoles et pastorales de l'Oudalan les solutions proposées dans ce document.

Les tests devront soit confirmer ces propositions, soit les compléter, soit enfin les infirmer et dans ce cas en proposer de nouvelles, mieux adaptées à la résolution des contraintes réelles.

Il était difficile de vouloir proposer d'emblée un programme contractuel et solide de micro-réalisations géographiquement et socialement localisées, compte tenu du temps d'investigations de terrain.

2. Mieux connaître le milieu auquel sera proposé le programme de micro-réalisations.

Cette connaissance, dont on peut constater ex-post qu'elle fait souvent défaut dans le montage de beaucoup d'interventions, est un moyen relativement peu coûteux de s'assurer de meilleures chances de succès.

Cette connaissance plus précise du milieu physique, des stratégies des producteurs et des contraintes auxquelles ils sont confrontés peut être acquise rapidement tout en s'assurant par des tests de la pertinence et de la faisabilité réelle des propositions. Ces tests peuvent ainsi être considérés comme un des outils de connaissance et de diagnostic.

Ce préalable n'est pas moins nécessaire dans le cadre d'un programme de micro-réalisations si l'on estime qu'elles doivent s'intégrer dans le cadre des stratégies des acteurs.

La démarche utilisée dans la présente étude pourra être reprise pour préciser les hypothèses de travail.

Des enquêtes d'unités de production familiales (UPF) devront être réalisées dans chaque zone identifiée qui permettront de préciser le fonctionnement de l'économie agricole et pastorale et serviront de base à l'élaboration du système de suivi.

3. Elaborer le programme contractuel des micro-réalisations F.E.D. plus ambitieux pour la province de l'Oudalan.

A partir des résultats des tests réalisés dans les zones significatives et des connaissances acquises sur les UPF, leurs modes de fonctionnement et les stratégies qu'ils permettent d'éclairer, le programme de micro-réalisations contractuelles et décentralisées pourra être proposé aux producteurs, aux autorités burkinabè et au F.E.D.

En accord avec les termes de références, nous avons considéré le terme de micro-réalisation dans son acception la plus large puisque nous considérons comme telles :

- des infrastructures à caractère économique et social, dans la mesure où elles s'insèrent dans des stratégies individuelles ou collectives d'amélioration des niveaux et des modes de vie des producteurs ;
- des actions à caractère organisationnel permettant de renforcer les activités individuelles entreprises mais aussi la réalisation d'actions à portée plus large utiles à une collectivité donnée ;
- des actions de crédit visant à lever des blocages aux initiatives et aux stratégies des acteurs (petit commerce, reconstitution du cheptel...)
- des actions d'accompagnement à réaliser en coordination avec les autres acteurs de l'environnement économique qui sont indispensables à la réussite globale du programme et pour lesquelles il convient de prévoir des moyens spécifiques. Citons à titre d'illustration l'amélioration de la couverture sanitaire des cheptels de la zone Nord de l'Oudalan par un appui spécifique en mesure de couverture sanitaire dont la responsabilité relève de l'encadrement agricole (CRPA). Dans ce cas, il pourrait être judicieux d'envisager le cofinancement d'unités solaires de froid décentralisées sur les pâturages du nord de l'Oudalan.

4. Mettre au point le système de suivi
Ce système de suivi devra présenter les caractéristiques fonctionnelles suivantes :

a) En matière de fourniture de données

- permettant de connaître l'évolution des stratégies des producteurs
- permettant d'apprécier les réactions des producteurs aux propositions de micro-réalisations;
- permettant d'apprécier les effets de ces propositions sur les unités de productions familiales (UPF) et sur les groupements de producteurs.

b) En matière d'utilisation des données

Les données du système de suivi sont particulièrement utiles :

- aux producteurs pour qu'ils maîtrisent eux-mêmes les critères techniques et économiques nouveaux
- au programme de micro-réalisations pour juger de la pertinence des propositions et éventuellement opérer les ré-orientations qui s'avèreront nécessaires.

Cette fonction de suivi doit donc s'accompagner d'une fonction de prise de décision dans l'ajustement de la stratégie d'intervention.

- aux autorités burkinabè pour juger de la pertinence des actions entreprises et de leur cohérence avec les stratégies de développement provinciales, régionales et nationales ;
- au bailleur de fonds pour évaluer l'impact socio-économique des actions aux-quelles il contribue et juger de l'opportunité de leur poursuite.

LES ACTIONS DE L'ANNEE 1

ACTION 1 : Expérimenter les techniques et les solutions organisationnelles proposées dans une perspective d'extension des résultats sur des zones de problématique similaire

N.B. : Cette action se subdivise en autant de rubriques que de propositions

Modalités :

- . pour chacune des propositions, choisir une zone de problématique agricole spécifique :
- . approfondir le diagnostic initial
- . faire le montage technique des dossiers
- . élaborer le contenu des informations techniques nécessaires dans la langue appropriée avec l'encadreur qui sera formé à la démarche. Cette information devra être présentée sous une forme visuelle, attrayante pour ceux à qui elle est destinée.
- . faire l'accompagnement et le suivi détaillé
- . veiller aux conditions nécessaires à la pérennisation de l'action et en particulier de la cohérence des actions proposées avec les stratégies des producteurs concernés par celle-ci.
- . envisager, dès l'expérimentation, les modalités de la phase d'extension des solutions.

ACTION 2 : Situer l'intervention du programme de micro-réalisations dans le contexte historique des sociétés concernées

Modalités :

- . à partir d'informations bibliographiques, de consultation d'archives et enfin d'entretiens avec des anciens on s'attachera à retracer les évolutions historiques de la période récente afin de mieux situer les dynamiques d'évolution que l'on peut constater.

ACTION 3 : Approfondir les diagnostics concertés
dans chacune des huit zones identifiées
dans cette étude

. En fonction des compléments d'informations recueillies, on pourra, si nécessaire, redéfinir certaines limites en s'attachant particulièrement aux évolutions de celles-ci en fonction des mauvaises configurations probables des hivernages.

. Cette action se fera conjointement avec les encadreurs qui se verront confier ultérieurement la responsabilité du programme sur une ou plusieurs zones données en fonction des situations rencontrées.

. Les diagnostics concertés auront comme produits opérationnels pour la phase de développement du programme :

- l'identification précise des organisations de producteurs ou de productrices déjà bien structurées ou en voie d'émergence et qu'il s'agira alors d'appuyer dans leur processus de consolidation.

- l'élaboration avec ces organisations de contrats concernant la mise en oeuvre des micro-réalisations et prévoyant les modalités d'exécution et les engagements réciproques de chacune des parties. Le cas échéant seront associés à ces négociations, les partenaires qui auront à intervenir dans la mise en oeuvre de la micro-réalisation (encadrement agricole, organisme de crédit, unions...).

ACTION 4 : Mieux connaître le fonctionnement des
unités de production familiales et
préparer le système de suivi

. Elaborer puis tester un questionnaire détaillé avec les encadreurs qui seront chargés de réaliser les enquêtes auprès d'un échantillon raisonné d'unités de production familiales dans chacune des zones .

. Dépouillement et synthèse des résultats des enquêtes avec les encadreurs.

Restitution sous une forme attrayante (langue spécifique et illustrations) discussion avec les producteurs. Finalisation du document préparant le montage du programme de micro-réalisations.

ACTION 5 : Mettre en place le système de suivi

. Identification des indicateurs pertinents et mise en place du système de suivi à partir des informations recueillies dans les actions 1, 2, 3 et 4.

. On s'attachera à proposer un système de suivi qui permette le recueil des informations par les producteurs eux-mêmes ; on recherchera également à développer des capacités permettant une première centralisation de ces données au niveau d'unités de base (village, quartiers, campements...).

V. MESURES D'ACCOMPAGNEMENT

Ces mesures concernent, -outre l'intervention des services techniques de l'Etat-, deux structures d'appui à l'exécution du programme et à l'approfondissement du diagnostic initial.

5.1 Appui à l'exécution des micro-réalisations en 1re année et finition du programme

Cet appui s'étalera sur un an, mais à temps partiel (6 mois) et intéressera un institut de recherche (CIRAD) et SAHELCONSULT. Cette équipe appuiera et participera à l'exécution du programme annuel, avec pour mission de rectifier les erreurs d'appréciation que peut comporter tout projet de développement en milieu rural.

- 1 Expert CIRAD/SAR à travers SAHELCONSULT : 6 000 000 F CFA
(sur place à Djibo)
- Véhicule (forfait) 1 500 000 F CFA

<u>TOTAL</u>	<u>7 500 000 F CFA</u>
--------------	------------------------

5.2 Appui pour un diagnostic complémentaire au dossier initial

Cette équipe s'attachera à approfondir le diagnostic initial, notamment étudier avec attention les unités de productions familiales afin de procéder aux réajustements nécessaires à la bonne exécution du programme.

Cette équipe sera composée de :

- 1 Agro-économiste chercheur (CIRAD - Siège)
- 1 Socio-économiste (SAHELCONSULT)

Coût de l'équipe

1) Agro-économiste CIRAD	: 2 Hm x 2 500 000	=	5 000 000 F CFA
Voyage	: 1 AR	=	500 000 F CFA
Frais séjour	: 60 j x 220 000	=	1 320 000 F CFA
2) Socio-économiste	: 2 Jm x 1 200 000	=	2 400 000 F CFA
Perdiem	: 40 j x 15 000	=	600 000 F CFA
3) Transport	: 60 j x 45 000	=	2 700 000 F CFA
4) Rapport			500 000 F CFA
<u>TOTAL</u>			<u>13 020 000 F CFA</u>